

UNFPA Niger



**Résilience et performances,
les deux dominantes
de l'année 2020**

Rapport annuel 2020

Photo de couverture

Mme Amina J. Mohammed, Vice-Secrétaire générale de l'ONU, au centre, entourée des Chefs traditionnels du Niger

Sommaire

Préface	4
Autonomisation de la jeune fille, une priorité	6
Promotion de l'excellence chez la jeune fille : célébration de Miss Intellect	8
Offensive contre la violence basée sur le genre / Des sentinelles en place	22
L'UNFPA dans le processus de consolidation de la paix au Niger en partenariat avec le Peacebuilding Fund et les ONG	48
Réponse humanitaire intégrée en partenariat avec le HCR, l'ONG APBE et le ministère chargé de la Coordination humanitaire	56
Augmentation du nombre de nouvelles utilisatrices de méthodes contraceptives en dépit de la Covid-19	60
Coronavirus : au Niger, des sages-femmes déjouent les pronostics les plus pessimistes	62
La qualité des soins améliorée pour réduire la mortalité maternelle et néonatale et prévenir la fistule obstétricale en partenariat avec le Ministère de la santé	66
Deux sages-femmes staff de l'UNFPA en appui à la clinique des Nations Unies pour faire face au COVID	67



De gauche à droite, S.E.M Monsieur Brigi Rafini, Premier ministre, Madame Khardiata Lô Ndiaye, Coordonnateur résident du Système des Nations Unies au Niger et Monsieur Ismaïla Mbengue, Représentant résident de l'UNFPA au Niger

Préface

De remarquables performances malgré le contexte de la Covid-19

Face à la crise sanitaire de la Covid-19, la tentation était forte de ne pas accorder toute l'attention requise au plan stratégique de l'UNFPA d'assurer l'accès universel à la santé sexuelle et procréative et aux droits en matière de procréation des femmes, des adolescent(e)s et des jeunes.

Mais fort heureusement, l'UNFPA, le système des Nations Unies en général et le Gouvernement du Niger ont su réagir rapidement, d'une part pour mitiger les effets de la crise sanitaire et d'autre part consolider et élargir les acquis des programmes et rester ainsi en cohérence avec les engagements pris à Nairobi.

Sous le leadership éclairé du Président de la République, Son Excellence Mahamadou Issoufou, le gouvernement, l'UNFPA et les organisations de la société civile ont déployé d'importantes actions qui ont permis aux populations de faire preuve d'une extraordinaire résilience pour non seulement faire face aux multiples chocs de la pandémie, mais, trouver les inspirations nécessaires pour se renforcer aux plans économique et social.

Avec la survenue de la pandémie de la Covid-19, l'autonomisation des jeunes filles vulnérables a pris une nouvelle dimension. Grâce à un partenariat entre l'UNFPA, le Ministère de la Promotion de la femme et de la protection de l'enfant (MPFPE) et le Centre de formation des adolescentes en stylisme-modélisme (CFSM) de Niamey, plus de 200 jeunes filles se sont engagées dans la production de 400 000 masques au profit de différentes structures nationales et internationales permettant ainsi au pays d'assurer en grande partie ses besoins en masques. Ces derniers ont été gracieusement mis à la disposition des structures gouvernementales, des communautés de base et du Système des Nations Unies.

Mieux, pour anticiper sur les impacts négatifs de la pandémie sur la scolarisation des filles, l'UNFPA a lancé la deuxième édition de Miss intellect Niger sous le parrainage de la Première Dame du Niger, Hadjia Aissata Issoufou. Plus de 2100 personnes, des jeunes filles de toutes les régions du pays, des parents d'élèves, des leaders religieux et traditionnels ont célébré les championnes du concours Miss intellect Niger : Miss mathématiques, Miss littérature, Miss entrepreneuriat féminin, Miss TIC qui se sont distinguées sont des modèles pour les jeunes et les familles.

Des stratégies novatrices, avec les cliniques mobiles et la mise en place du tutorat ont permis de dépasser les résultats escomptés pour la satisfaction des besoins en planification familiale, avec une nette augmentation des utilisatrices de la planification familiale, soit un total de 113 140 nouvelles utilisatrices sur une cible annuelle de 100.000 femmes. Les 310 centres de santé intégrés (CSI) cibles ont été régulièrement approvisionnés en produits contraceptifs et 90% des formations sanitaires n'ont connu aucune rupture de produits contraceptifs. Les soins obstétricaux et néonataux d'urgence (SONU) ont été renforcés avec du matériel de protection contre la Covid-19. Le personnel de santé a été équipé en matériel adéquat. Toutes les régions ont enregistré une augmentation d'au moins 5% de leur taux d'accouchements assistés.

Par ailleurs, l'UNFPA est aussi fortement intervenu sur deux préoccupations majeures pour les communautés nigériennes, le gouvernement et le système des Nations Unies, à savoir, la violence basée sur le genre, avec l'initiative Spotlight et le programme Peacebuilding Fund sur « la paix, la sécurité et le développement ». Ainsi, des projets phares ont été mis en place pour faire des jeunes et des femmes

des acteurs et actrices de premier plan de la paix, de la sécurité, d'une démocratie inclusive et apaisée et d'une société qui bannit le mariage des enfants et toutes les formes de violences basées sur le genre.

L'UNFPA a fondé ses actions autour de 4 priorités. La première concerne l'autonomisation des jeunes filles pensionnaires des « Espaces sûrs » à travers l'acquisition de compétences en coupe, couture et stylisme et la fabrication de masques.

La célébration de la 2ème édition de Miss Intellect qui a mobilisé des milliers de jeunes dans tout le pays participe à l'émergence d'un leadership féminin à même de jouer les premiers rôles dans le développement du Niger.

La deuxième priorité est l'offensive lancée contre les violences basées sur le genre en mobilisant les Chefs traditionnels, la gendarmerie et la police pour créer un large front contre le mariage d'en-

fants et toutes les autres formes de violences contre les femmes. La troisième priorité a porté sur les questions humanitaires, de paix et de sécurité dans le cadre d'un partenariat entre les agences du système des Nations Unies et les organisations non gouvernementales, l'objectif étant de créer un développement économique et social.

La quatrième priorité concerne le partenariat avec le Ministère de la santé, les ONG et le système des Nations Unies pour booster les performances en planification familiale, réduire la mortalité maternelle, même en contexte de Covid-19.

Ainsi, l'année 2020 a été éprouvante du fait de la pandémie de la Covid-19. Mais, les populations du Niger ont su faire preuve d'une résilience extraordinaire et ont renforcé leur mobilisation communautaire pour chaque jour gagner en autonomie et faire valoir leurs droits en matière de santé reproductive.

Monsieur Isamaïla Mbengue
Représentant résident



L'autonomisation de la jeune fille nigérienne, une priorité

L'UNFPA et le gouvernement ont conclu de nouveaux partenariats avec des organismes privés pour aider les filles à apprendre des métiers adaptés pour trouver un emploi. C'est ainsi que le Centre de formation professionnelle en stylisme et modélisme, dirigé par Hamidou Ousmane, dit "Sambo" a été équipé par UNFPA de machines à coudre modernes pour la formation professionnelle des jeunes filles des « Espaces sûrs ». Le CFPSM accueille depuis 2018 les bénéficiaires des « Espaces sûrs » qui désirent être formées en stylisme et modélisme.

Avec l'avènement de la pandémie de Covid-19, le CFPSM a été un acteur majeur de la réponse communautaire à la prévention de la pandémie. Il a mobilisé 200 jeunes filles dans son centre de formation à Niamey pour les impliquer dans la production de masques de protection. L'engagement de l'UNFPA a permis aux jeunes filles de soutenir la production de 400 000 masques au profit de différentes structures nationales et internationales dont le Ministère de la Santé publique, l'Hôpital mobile situé au Stade général Seyni Kountché, la Coordination du Système des Nations Unies au Niger, la Gendarmerie nationale, la Police nationale à Niamey, les réfugiés et les personnes déplacées dans les régions de Tillabery, Diffa et Tahoua.



Le travail des jeunes filles des « Espaces sûrs » pour barrer la route à la Covid

Pour rappel, l'initiative adolescentes du Niger-Illimin a démarré en 2013 et concerne les adolescentes âgées de 10 à 19 ans, jamais scolarisées ou déscolarisées, mariées ou non mariées qui se réunissent dans un « Espace sûr » pour recevoir un enseignement modulaire et des cours d'alphabétisation.

Après ces enseignements, les adolescentes sont placées dans différentes filières de formation aux métiers, selon leur choix, afin de devenir autonomes et de participer pleinement au développement de leur communauté et de toute la nation.

Il s'agit d'une innovation qui combine plusieurs interventions visant à atteindre directement les adolescentes vulnérables et de répondre à leurs besoins. Elle protège les adolescentes des mariages précoces et forcés, des grossesses précoces et des violences. Elle les aide à accroître leur résilience et à devenir des femmes indépendantes et des mères en bonne santé.



La fierté de servir son pays

“

Je me sens utile pour mon pays, je participe à la fabrication des bavettes pour protéger mes compatriotes. Je suis très contente d'avoir fréquenté le programme Illimin

”

Aissa, 17 ans, déscolarisée.
Elle est issue du cycle 5 de l'Initiative
Adolescentes du Niger.

Les bavettes sont fabriquées suivant une chaîne qui respecte les normes d'usage. Les locaux sont propres. Les tissus sont d'abord désinfectés, une unité s'occupe de la coupe avec des machines modernes, une autre unité où se trouvent les adolescentes du Programme Illimin s'occupe de coudre les bavettes, une autre unité s'occupe du repassage à la vapeur et enfin une dernière unité au bout de la chaîne s'occupe de l'emballage.



“

Je suis fière de voir nos adolescentes dans cette chaîne de confection de bavettes dans le cadre de la lutte contre la pandémie de la Covid-19. Nous avons jugé utile de les faire travailler pour fabriquer 10.000 bavettes. Les bavettes seront mises à la disposition du ministère de la Santé publique et seront distribuées gratuitement aux ménages. Nous remercions notre partenaire UNFPA qui a donné aux adolescentes cette opportunité de travailler et de devenir autonomes.

Mme Elback Zeinabou Tari Bako,
ministre de la Promotion de la femme
et de la protection de l'enfant,

“

C'est un sentiment de satisfaction qui m'anime aujourd'hui après cette visite du CFPSM. Nos adolescentes du Programme Illimin fabriquent des bavettes suivant des normes standards. Elles produisent pour le Niger dans la lutte contre la pandémie de la Covid-19, je pense que c'est une bonne chose et c'est du concret. Ces adolescentes participent au développement de leur pays,

Ismaila Mbengue,
Représentant résident de l'UNFPA au Niger.



Promotion de l'excellence chez la jeune fille : célébration de la 2ème édition Miss Intellect

Plus de 1500 candidatures ont été reçues suite à l'appel à candidature officiellement lancé le 05 Février 2020 de Miss Intellect Niger. Toutes les régions ont répondu présentes à cette deuxième édition organisée avec l'appui financier et technique de l'UNFPA Niger à l'occasion de la journée internationale des droits de la femme.

Promouvoir le maintien des jeunes filles à l'école

Une campagne de sensibilisation et de communication sous l'impulsion de l'UNFPA a été initiée dans le but de promouvoir le maintien des jeunes filles à l'école. Ainsi, le 05 Février 2020 l'appel à candidature Miss Intellect Niger 2020 a été officiellement lancé non seulement en ligne mais aussi par le moyen des fiches d'inscription physiques et des affiches dans les lieux publics.

C'était le début de la campagne de sensibilisation dans toutes les 08 régions du Niger. Les volontaires partenaires ont travaillé ensemble avec comme support de communication des autocollants et des tee-shirts véhiculant le message de sensibilisation « **Jeune fille, tu peux aussi exceller dans tes études et contribuer au développement de ta communauté** ».

Environ une centaine de jeunes se sont portés volontaires pour expliquer l'avantage lié à l'éducation de la jeune fille et les inscrire au concours régional Miss intellect 2020.

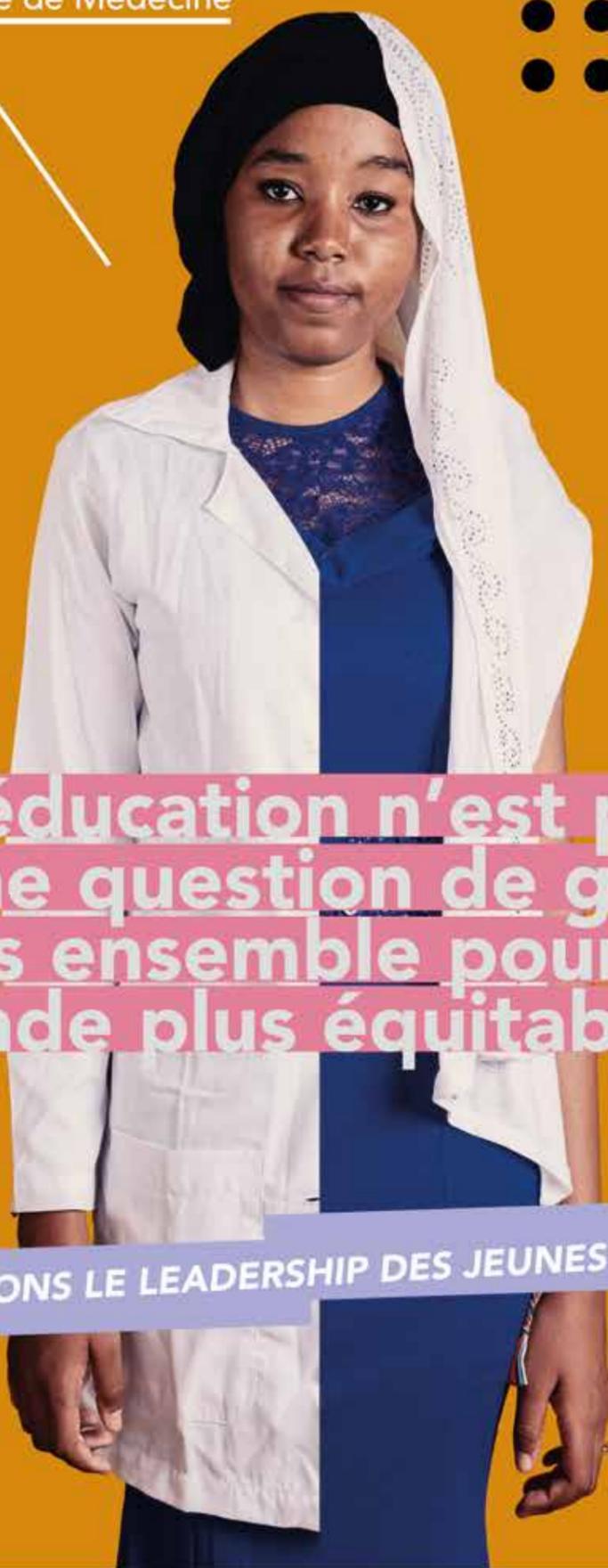
L'événement s'est déroulé le 13 mars 2020 à Niamey et était parrainé par la Première Dame du Niger, Mme Hadjia Aissata Issoufou. Le Ministre de la Promotion de la fem-

me et de la protection de l'enfant, le ministère des Enseignements secondaires et le ministère de la Culture, des arts et de la modernisation sociale ont également pris part à la cérémonie.

La remise des décorations aux championnes du concours Miss Intellect Niger a réuni plus de 2100 personnes dont des ministres, des ambassadeurs, des hauts fonctionnaires, des représentants d'ONG, des forces de défense, de la société civile, des directeurs d'entreprises, des organisations de jeunes, tous venus pour soutenir et encourager la jeune fille à exceller afin de mieux inspirer ses autres sœurs.



Fadilatou, 20
3ème année, Ecole de Médecine



"L'éducation n'est pas
qu'une question de genre.
Tous ensemble pour un
monde plus équitable."

CÉLÉBRONS LE LEADERSHIP DES JEUNES FILLES

Aminatou, 21
Miss Mathématique 2020



"L'essence des mathématiques
c'est la liberté. Ne laissez
personne vous priver de
cette liberté"

CÉLÉBRONS LE LEADERSHIP DES JEUNES FILLES



Sahirou, 23
Miss Technologie Information
et Communication 2020



"Le développement d'un pays ne peut se faire s'en l'investissement de tous"

CÉLÉBRONS LE LEADERSHIP DES JEUNES FILLES

Hanna, 22
Miss Entreprenariat 2019



"Réduire les tâches ménagères des filles et faciliter leur accès à l'école pourront les aider à réussir dans la vie"

CÉLÉBRONS LE LEADERSHIP DES JEUNES FILLES



Halimatou, 20
Miss Littérature 2019



"L'éducation des filles est aussi précieuse que celle des garçons. Les filles qui réussissent professionnellement peuvent soutenir leurs familles."

CÉLÉBRONS LE LEADERSHIP DES JEUNES FILLES

Rachidatou, 24
2ème année d'Anglais

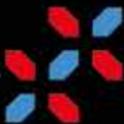


"Les filles ont le droit à l'éducation. Protégeons ces droits pour un meilleur futur."

CÉLÉBRONS LE LEADERSHIP DES JEUNES FILLES



LUXEMBOURG
AID & DEVELOPMENT



NORWEGIAN AID



OPE
OBSERVATOIRE POUR LA
PROMOTION DE L'EXCELLENCE



LUXEMBOURG
AID & DEVELOPMENT



NORWEGIAN AID



OPE
OBSERVATOIRE POUR LA
PROMOTION DE L'EXCELLENCE

Hadizatou, 20
1ère année de médecine



"L'accès à la contraception doit être un droit pour toutes les jeunes filles !"

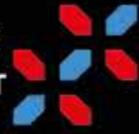
CÉLÉBRONS LE LEADERSHIP DES JEUNES FILLES

Aoua, 22
1ème année de Droit Publique



"La protection et la promotion des droits des adolescentes et des filles doivent être mises en avant !"

CÉLÉBRONS LE LEADERSHIP DES JEUNES FILLES



Aïcha, 24
1ère année Sciences Sociales



"La violence n'est pas une réponse. Mettons l'accent sur la protection et la promotion des droits des jeunes filles"

CÉLÉBRONS LE LEADERSHIP DES JEUNES FILLES

Marie, 24
1ère année Ressources Humaines



"Le travail des femmes n'est pas un cadeau pour les femmes, c'est un cadeau pour la société..."

CÉLÉBRONS LE LEADERSHIP DES JEUNES FILLES



Charifa, 22
Miss Entreprenariat 2020

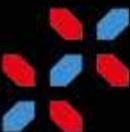


"Toutes les filles devront prendre le chemin de l'école car c'est l'avenir d'une nation"

CÉLÉBRONS LE LEADERSHIP DES JEUNES FILLES



LUXEMBOURG
AID & DEVELOPMENT



NORWEGIAN AID



ORGANISATION POUR LA PROMOTION DE L'EXCELLENCE

Offensive contre la violence basée sur le genre

Le GBVIMS, Gender-Based Violence Information Management System.

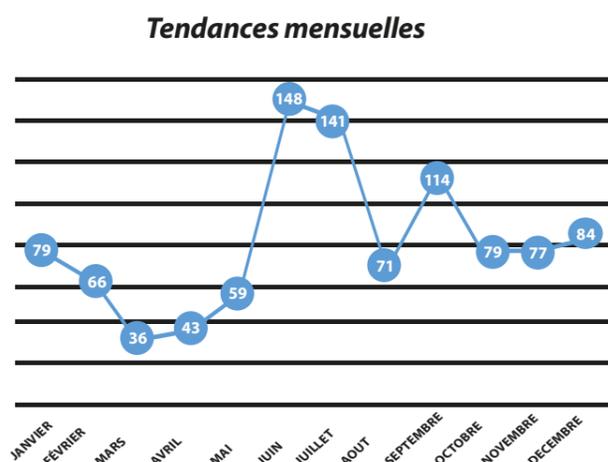
Au courant de l'année 2020, les activités ont été concentrées sur la fonctionnalité du Système de gestion des informations sur la violence basée sur le genre ou Gender-Based Violence Information Management System (GBVIMS).

Ces activités comprenaient, l'élaboration des outils de collectes de données liées aux services disponibles de VBG et protection de l'enfant, l'élaboration d'une cartographie dans les régions Spotlight

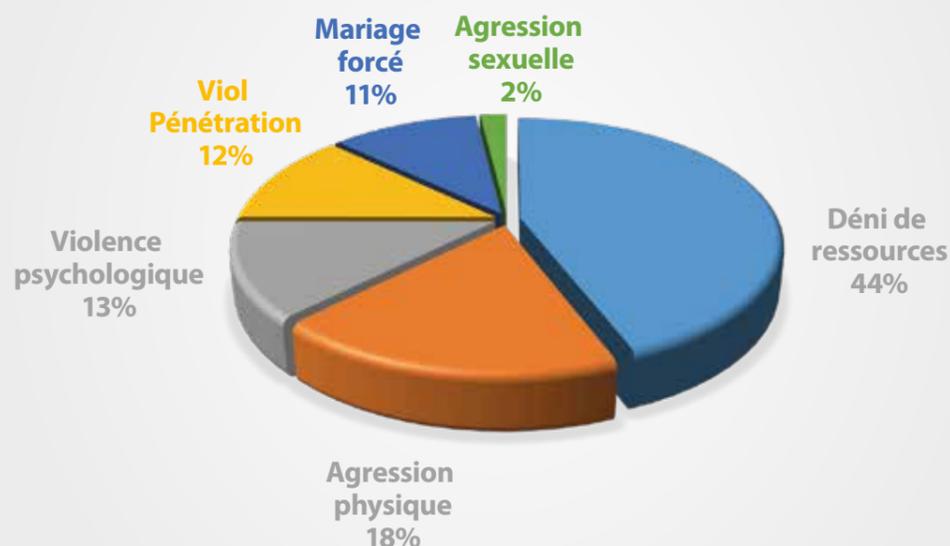
(Zinder, Maradi, Tahoua, Tillabéri), la compilation et élaboration des rapports statistiques GBVIMS, la mise en place des outils harmonisés et standardisés du GBVIMS dans au moins deux régions Spotlight (Zinder et Maradi), l'organisation des réunions d'analyse du GBVIMS, l'organisation d'une formation sur le GBVIMS, la mission de suivi formatif et suivi poste formation, la facilitation de deux ateliers sur la gestion de cas de VBG, et l'appui technique aux utilisateurs du GBVIMS

Ce graphique montre que de janvier à décembre 2020, 997 incidents de violence basée sur le genre ont été enregistrés et 970 personnes ont donné leur consentement éclairé pour le partage des informations collectées des informations auprès des survivantes de la violence basée sur le genre (IRC, COOPI, APBE, Plan In, DRPFPE) Au courant de l'année, les mois de juin, juillet et septembre étaient ceux où les organisations ont enregistré le plus de cas. Ce taux élevé s'explique par :

- o La période post-confinement ;
- o La recrudescence des attaques et des mouvements ;
- o L'inondation avec les mouvements de la population.



TYPLOGIE DES VIOLENCES

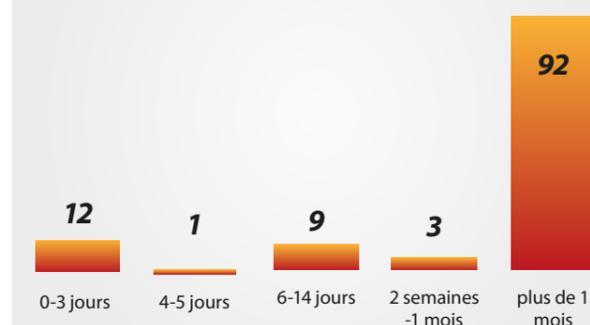


On constate que la tendance la plus fréquente est le déni de ressources d'opportunité et de services 44%. Cette situation est liée au fait que les femmes restent dépendantes économiquement des hommes. Ce manque d'autonomie économique, d'opportunité et d'emplois pour les femmes est source de conflits dans les ménages qui aboutissent la plupart des temps à des violences. Les hommes détenteurs généralement du pouvoir socioéconomique en abuse car ils décident de quand et comment prendre soin de la femme. La femme dispose de peu de pouvoir de décision dans son foyer. Elle ne peut utiliser même ses propres res-

sources sans le consentement préalable de l'homme. En général, les filles se voient refuser tout accès à des opportunités car selon le système social en place la femme doit dépendre de son mari et n'a pas besoin d'exercer une activité. Le viol/pénétration représente 12% des incidents enregistrés, c'est-à-dire 1 femme sur 10 survivantes serait violée.

Cependant si nous contextualisons les incidents, sur 14% cas de violences sexuelles, 9% sont des abus sexuels contre les enfants ; ensuite 14% des mariages forcés 11% sont des mariages d'enfants.

Temps écoulé et déclaration de viol



Sur 970 cas signalés, seules 73 incidents ont été déclarés dans l'intervalle de 72 heures soit 7,5%. Sur 117 cas de viols, seulement 12 cas ont été déclarés dans l'intervalle de 72 heures suivant l'agression Il ressort des analyses, dans la plupart des cas, c'est quand la fille contracte une grossesse le chiffre de viol, que celui-ci est déclaré, ce qui explique 92 incidents déclaré après plus d'un mois.

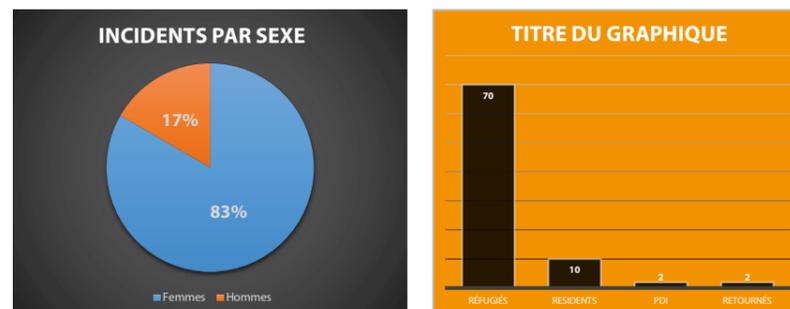
Un autre facteur non négligeable est la prise en charge médicale sur présentation d'une réquisition établie par la police ou la gendarmerie. Ainsi, 100% de cas de viols qui se sont présentés dans le délais de 72 heures ont été pris en charge systématiquement par les agents de santé

Les résultats atteints

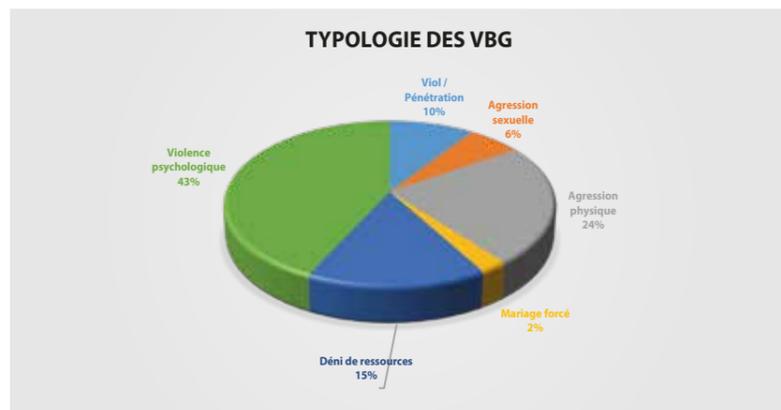
- o Disponibilité de 12 rapports statistiques GBVIMS
- o Disponibilité de 4 rapports trimestriels d'analyse GBVIMS
- o Disponibilité d'un rapport statistique et analytique annuel GBVIMS et secondaires
- o Organisation d'un atelier d'analyse des données annuelles avec les utilisateurs GBVIMS et des données secondaires.
- o 9 missions d'appui techniques aux acteurs utilisateurs du GBVIMS.
- o Mise à jour du système de référencement VBG incluant la Covid-19
- o 8 réunions du sous-groupe de travail VBG
- o Atelier d'orientation des acteurs de la direction de la promotion de la femme et de la protection de l'enfant sur les outils de gestion des cas et du GBVIMS
- o Intégration des outils GBVIMS et gestion de cas pour l'ONG Waraka
- o Facilitation de deux formations sur la gestion de cas de VBG

MARADI

En 2020, 88 incidents ont été rapportés à travers le registre d'incident du GBVIMS par les partenaires APBE et COOPI, dont 83% concernent les femmes et 17% les hommes. Dans cette région, les hommes représentent un pourcentage assez important des survivants. Néanmoins ils sont aussi majoritaires dans la perpétration de la violence



Sur 88 incidents de violences rapportés, la violence psychologique représente 43%, suivi des agressions et les violences sexuelles 16% dont le viol 10%. La majorité des cas sont perpétrés par les partenaires intimes.



Sur 8 incidents de viol rapportés, seulement 2 cas sont déclarés dans le délais de 72 heures pour lesquels la prise en charge clinique était systématique.

Les résultats atteints

- L'élaboration d'une cartographie des acteurs travaillant dans le domaine de la violence basée sur le genre et la protection de l'enfant.
- La réalisation de 7 missions terrain dans les départements de Maradi (Guidan roumdji, Mayayi, Aguié, Tchadoua, Gazaoua, Tessaoua, Dakoro)
- La tenue de rencontres de travail pour l'introduction de la collecte des informations liées aux services disponibles. Les rencontres ont concerné la direction départementale de la Promotion de la femme et de la protection de l'enfant, la gendarmerie, la police, la justice, le chef de canton, Les districts sanitaires, et les ONG)
- La formation sur les VBG et le GBVIMS, des organisations potentielles utilisatrices du GBVIMS : APBE, SAVE, DRPE/PE, COOPI.
- La mise en place des outils de gestions de cas et GBVIMS standardisés
- L'introduction de 3 organisations pour l'utilisation du GBVIMS (COOPI, APBE, DRPF/PE)
- La réalisation de deux missions de suivi post formation à Maradi
- L'appui technique à SOS et à la DRPF/PE (réglage des anomalies liées aux RI nouvellement Installer).

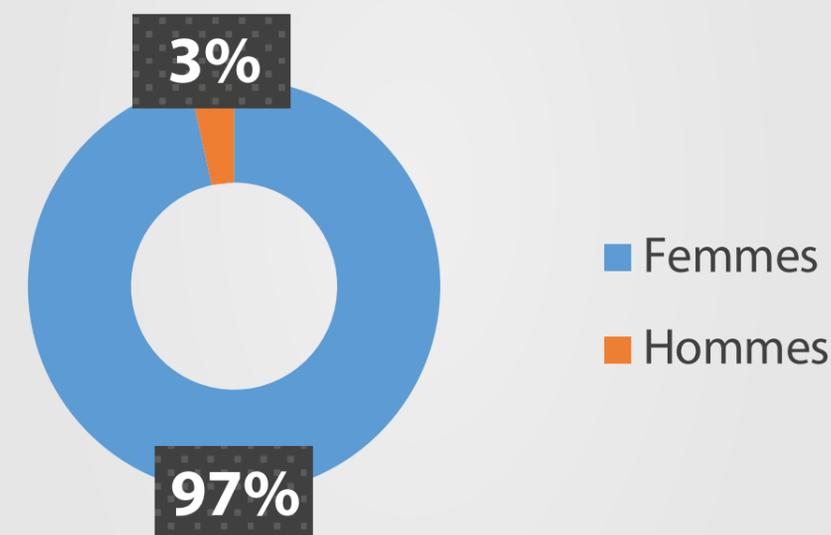
Déclaration de viol et la prise en charge clinique



ZINDER

En 2020, 116 incidents de VBG ont été rapportés dans le registre d'incidents GBVIMS par le SOS- FEVV. Sur les 116, les femmes représentent 97% contre 3% pour les hommes. La tranche d'âge la plus touchée par les VBG est celle des 18 ans et plus soit 59%, suivie des enfants de 0-17ans, 41%, un pourcentage non négligeable.

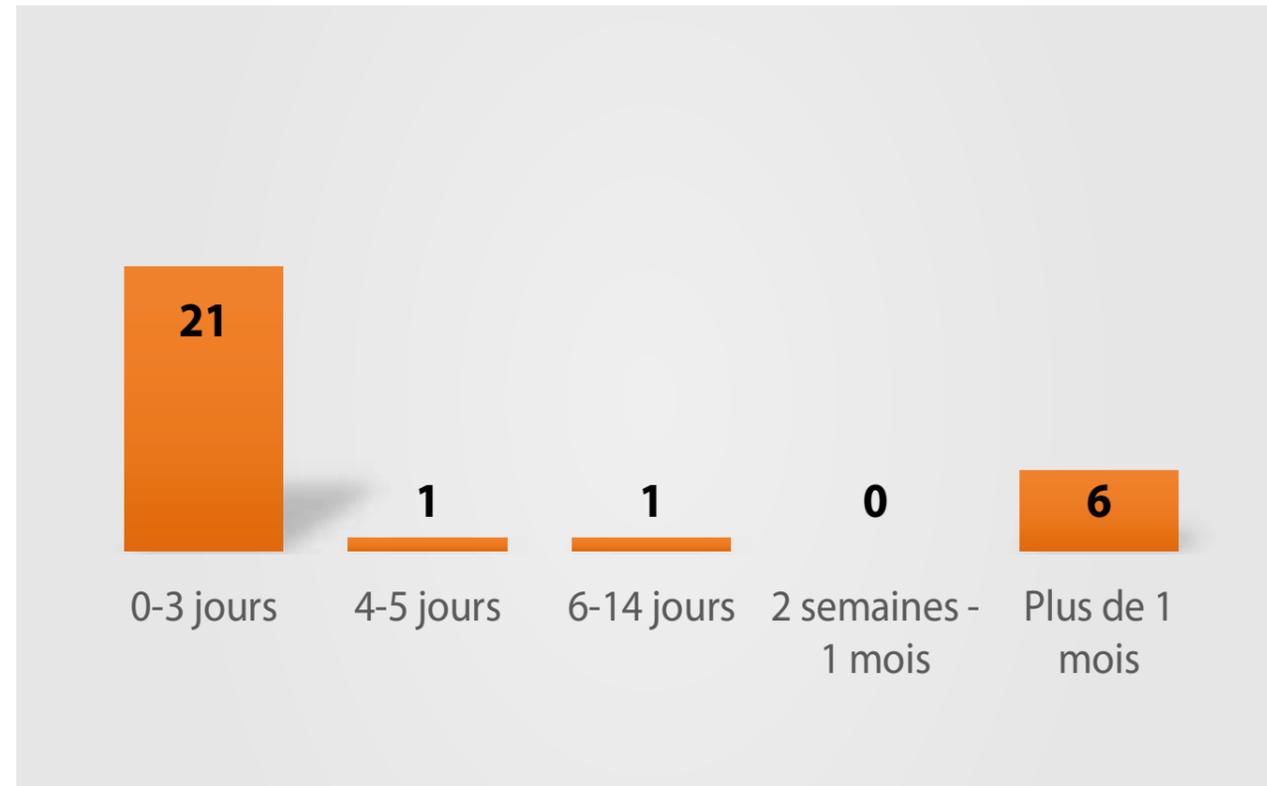
incident par sexe



Incident par age



En effet les violences qui touchent les enfants sont très souvent les violences sexuelles et les mariages d'enfants. À cet effet, après les agressions physiques (33%), les violences sexuelles représentent 32% dont le viol 25%. Sur 58 incidents de violences sexuelles 31% sont des abus sexuels sur des enfants et 19% des cas d'exploitation sexuelle



Par ailleurs il ressort des analyses que sur 29 cas de viol avec pénétration 22 ont été déclarés dans le délais de 120H suivant l'agression et ont été pris en charge systématiquement sur le plan médical. Une mission de terrain dans les départements de Zinder a été effectuée (Belbedji, Tanout, DTK, Gouré Mirriah, commune de Zinder Dungass, Magaria, Kantché et Takeita), sauf à Tesker à cause de l'insécurité mais là aussi une séance de travail à distance a été réalisée

Les résultats atteints

- Une cartographie des services VBG et protection de l'enfant a été élaboré (avec la participation de la santé, gendarmerie, la police, la justice, la garde nationale, la chefferie traditionnelle, et les ONG) ;
- Deux organisations ont participé à la formation de Maradi sur les VBG et le GBVIMS (SOS-FEEFV, DRPF/PE), seules organisations susceptibles d'utiliser le GBVIMS
- Mise en place des outils de gestion de cas et GBVIMS harmonisés et standardisés
- Disponibilité du rapport statistique GBVIMS (SOS) de juin à août 2020
- Codification des gestionnaires de cas (DRPFPE)
- Restitution de la formation aux DDPFPE (SOS, DRPFPE)
- Partage et utilisation des nouveaux outils de collecte de données (SOS, DRPFPE)
- Migration des données
- Appui technique à SOS et la DRPF/PE (réglage des anomalies liées aux RI nouvellement Installer)

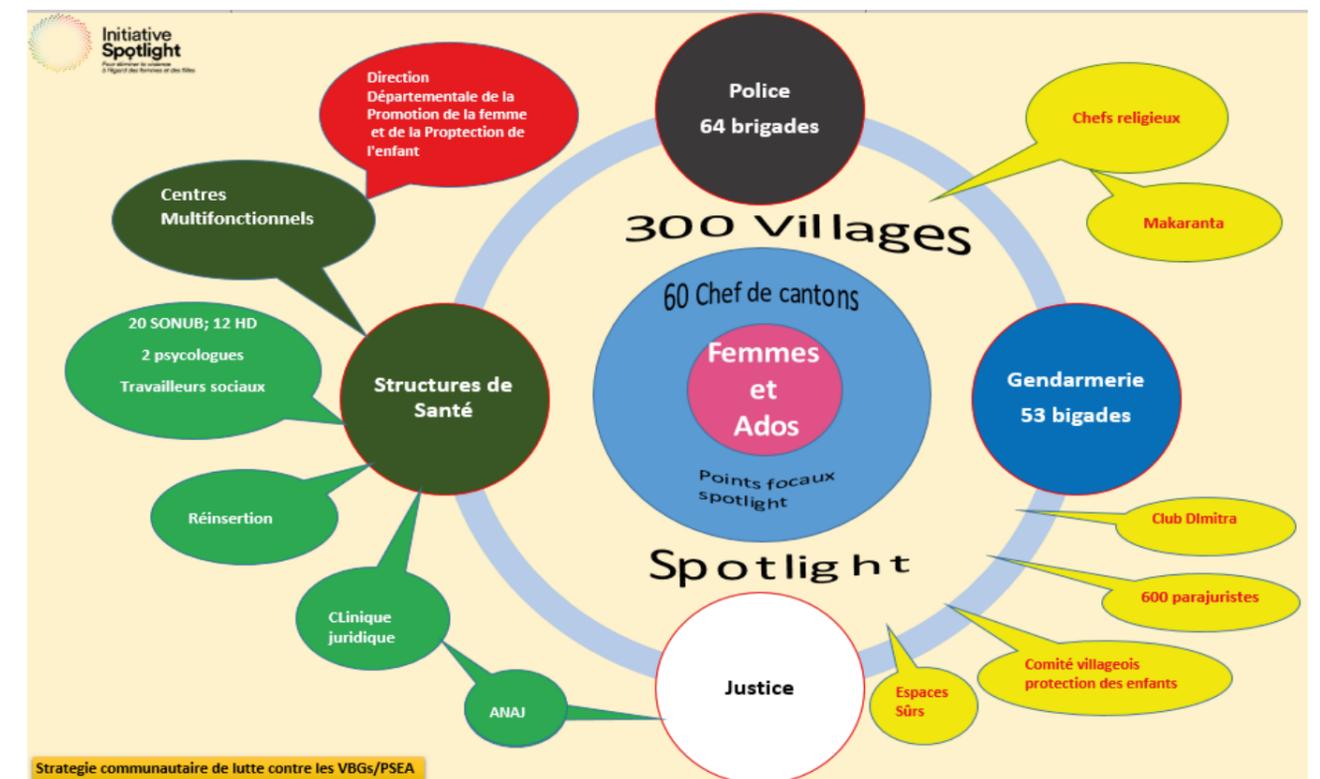
Des engagements et des actions pour mettre fin à toutes les formes de violence basée sur le genre

L'UNFPA a décidé de miser dans un premier temps sur la mobilisation d'acteurs stratégiques tels que les chefs traditionnels, la gendarmerie, la police et la justice. Les chefs traditionnels sont des acteurs incontournables dans la mobilisation sociale des communautés pour changer les mentalités néfastes et faire adopter de nouveaux comportements favorables au développement. Les chefs traditionnels, garants des cantons et groupements du pays se sont individuellement et collectivement engagés à tout mettre en œuvre pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes et des filles. De leur côté, les plus hauts responsables de la Gendarmerie et de la police ont décidé de nouer des partenariats inédits avec l'UNFPA pour prendre à bras le corps la lutte contre les violences basées sur le genre (VBG) en renforçant leurs capacités pour une meilleure prise en charge des survivantes de violences, la collecte et le

traitement des données, ainsi que la mise en place d'une base de données sur les VBG. Ce faisant, les deux institutions vont pouvoir jouer un rôle capital dans la documentation des cas de violence et plus globalement le traitement judiciaire des dossiers de VBG. D'autres actions sont aussi développées avec les organisations de la société civile pour élargir la stratégie de lutte contre les violences dans les régions humanitaires et dans les quatre régions ayant les taux de prévalence de VBG les plus élevés, à savoir : Maradi, Tahoua, Tillabéry et Zinder.

L'UNFPA s'appuie également sur une équipe mobile constituée de sept psychologues, de huit travailleurs sociaux et de 97 parajuristes qui s'ajoutent aux autorités communautaires pour accompagner les activités de sensibilisation et de référencement des cas de VBG vers les services de prise en charge.

Stratégie communautaire de lutte contre les violences basées sur le genre



Engagement historique des chefs traditionnels contre la violence basée sur le genre et pour l'élimination du mariage des enfants



Dans le cadre de la mise en œuvre des activités de son plan de travail annuel de l'Initiative Spotlight, l'UNFPA a initié une rencontre d'échanges avec le bureau de l'Association des chefs traditionnels du Niger (ACTN) et les soixante (60) chefs de cantons et de groupements des communes cibles du projet. Un des résultats de cette rencontre a été l'élaboration de 76 plans d'action, tous financés par l'UNFPA.

Les 76 plans d'actions pour couvrent les huit (8) régions du Niger et ont objectifs de sensibiliser les populations pour mettre fin aux accouchements à domicile, faire la promotion de la planification familiale, lutter contre les violences basées sur le genre y compris le mariage des enfants. Les chefs de cantons et de groupements ont ainsi pris des engagements et ont organisé des caravanes communautaires de sensibilisation pour contribuer à l'atteinte des trois résultats transformateurs de l'UNFPA qui sont : Zéro décès maternel évitable, Zéro besoin non satisfait en planification familiale, Zéro violence basée sur le genre.

**L'honorable Chef du canton de Konni,
Sardouana Maman Salifou**

Il est important de sensibiliser les femmes et les hommes sur les questions de droits humains car il y a une ignorance des droits et devoirs en matière du mariage. C'est pourquoi il faudra à ce titre mettre l'accent sur les droits et devoirs des épouses et des époux dans le cadre du mariage. Cette action de sensibilisation devra contribuer à la stabilité conjugale.



Les femmes souffrent vraiment ! Le plus souvent c'est parce que beaucoup d'hommes ne connaissent pas leurs droits et devoirs. Beaucoup d'hommes pensent que, une fois qu'ils donnent une demi-mesure de mil à leurs femmes, tout est réglé. Or cela n'est pas une ration alimentaire suffisante.

Il faut sensibiliser les hommes sur la prise en charge des besoins alimentaires de leurs familles pour atténuer les cas de violence basée sur le genre. Dans nos cantons nous faisons aussi beaucoup de choses en matière de lutte contre les mariages des enfants et les mariages forcés et aussi sur tous les types de violence basée sur le genre. Cependant, ces actions ne sont pas documentées, de plus nous n'avons pas toutes les informations sur les lieux de dépôt des éventuels rapports sur les VBG pour permettre une prise de décision.

**L'honorable Chef du canton de Gazaoua,
Mahamane Sani Maroussa**

La principale cause des violences basées sur le genre dans la région de Maradi et précisément dans mon canton est liée à la pauvreté. Les hommes, par manque de ressources partent en exode pour deux voire quatre années et même plus, laissant derrière eux femmes et enfants.

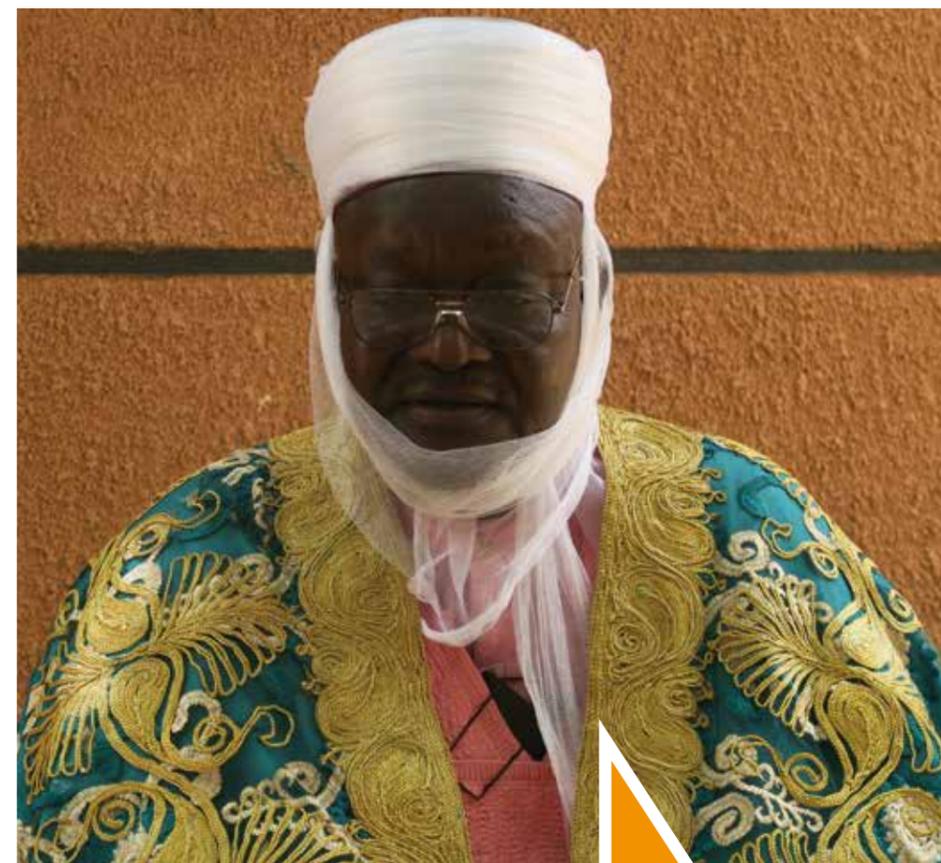


Pour éradiquer cette forme de violence, il faut aller vers l'autonomisation de la femme à travers des activités génératrices de revenus qui vont permettre aux femmes de s'occuper de leurs enfants et d'elles-mêmes en cas d'absence du mari parti en exode, mais aussi des dépenses liées à la santé et à l'éducation.

Concernant les hommes, il faut surtout les sensibiliser sur les droits et devoirs envers leurs conjointes car l'ignorance est l'une des causes de cet abandon des femmes par leurs maris partis en exode.

**Le Chef du Groupement Peulh de Konni,
Maman Barthé Dottiri**

Il faut aussi multiplier les actions de sensibilisation pour faire comprendre aux femmes et aux hommes leurs droits et devoirs. Pour y arriver, il faut impliquer pleinement la chefferie traditionnelle.



Ce sont les femmes qui sont les principales victimes puisque le mari part et laisse sa femme. Cet exode des maris est la violence la plus répandue à Ourafan.

La pauvreté des ménages est la principale cause de cet exode. Les hommes quittent pour aller à la recherche du bien-être et ce sont les femmes qui paient les pots cassés. Presque chaque jour nous enregistrons des plaintes des femmes concernant leurs époux partis en exode et qui ont passé des années sans donner signe de vie.

**L'honorable chef du canton de Ourafan,
Bachirou Magagi**

Beaucoup de femmes viennent dans mon palais pour demander le divorce. Certains époux, une fois qu'ils quittent le village, c'est fini. Ils ne s'occupent plus de leurs épouses.



Concernant, par exemple, les viols et les agressions dont le règlement relève de la justice, notre champ d'intervention est très limité. En tant que Chef traditionnel nous dénonçons les cas de viols ou d'agression à la police et à la gendarmerie. Malheureusement, le plus souvent les coupables sont très vite relaxés et nous les voyons, quelque temps après, en train de vaquer à leurs occupations sans être inquiétés. Sincèrement cela nous décourage. Je considère cela comme un manque de soutien à nos actions. Or la loi doit être appliquée dans toute sa rigueur.

En ce qui concerne mon canton de Madaoua, l'une des violences que subissent les filles, c'est le mariage précoce (d'enfant) et surtout le mariage des filles en cours de scolarité. Et pour mettre fin à cela l'application de la loi s'impose. L'autre aspect, c'est vraiment le détournement des mineurs. Des gaillards engrossent des petites filles de 12 à 13 ans sans être inquiétés. La loi doit les frapper pour arrêter cette violence sur les petites filles. Tout récemment, j'ai orienté à la police un cas d'une mineure de 13 ans qui a été enceinte. Nos petites filles sont en danger avec ces genres de comportement. Il relève de la responsabilité de tous les acteurs : chefs traditionnels, police, gendarmerie, justice qui doivent œuvrer pour l'application des lois afin de mettre fin aux violences basées sur le genre.

**L'honorable chef du canton de Madaoua,
Mahaman Manirou Magagi**

Nous voudrions qu'au cours de ce genre de réunion que la police et la gendarmerie soient conviées pour que nous puissions discuter de tous les problèmes concernant les violences basées sur le genre. Les Chefs traditionnels continuent de mener des activités de sensibilisation, mais le problème persiste encore et cela nous décourage souvent.



Je me réjouis de cette rencontre où il a été dit que dorénavant la police et la gendarmerie bénéficieront d'un renforcement de capacités sur ces questions de violence basée sur le genre. Cela va beaucoup nous aider dans notre rôle de chef traditionnel car nous allons travailler avec ces derniers la main dans la main.

**L'honorable chef du canton de Ouallam,
Saley Baouna**

Presque chaque semaine je reçois des plaintes de femmes victimes de violences.



La chefferie traditionnelle a été, de tout temps, saisie pour les questions de viols, de mariages forcés, de violences conjugales. Notre tâche est de jouer le rôle de conciliateur. Si une question nous dépasse nous renvoyons les plaignants devant les juridictions. Nous faisons de notre mieux et voulons que l'Initiative Spotlight nous accompagne dans la sensibilisation pour mettre fin à ces violences basées sur le genre. Nous avons aussi besoin du soutien des autorités pour punir tout coupable de tous types de violences.

**L'honorable chef du canton de Droum,
Mahaman Ali Kaoura**

Dans le canton de Droum, il arrive des jours où nous enregistrons plus de 10 cas de violence basée sur le genre. Nous voulons simplement qu'on applique la loi en sanctionnant ceux qui ont tort.



Nous nous réjouissons de l'Initiative Spotlight qui va encore renforcer ce que nous sommes en train de faire sur le terrain et surtout avec l'implication de la police et de la gendarmerie. Nous souhaitons aussi l'implication des juges.

Nous avons toujours été sur le terrain pour sensibiliser les populations sur les violences basées sur le genre. Dans mon canton, l'exode des hommes qui partent et qui laissent les femmes est une forme de violence basée sur le genre que subissent les femmes. Les femmes sont laissées avec leurs enfants des années et des années sans soutien et sans nouvelle de leur mari. Cela constitue un véritable problème.

L'honorable Chef du canton de Sayé Saboua, Elhadji Ibrahim Gonda

Des résultats appréciables dans le combat pour l'élimination du mariage des enfants



Mahamane Mansour Kané Maiguizo, Chef de canton de Tessaoua : Zéro mariage d'enfant à Tessaoua en 2020

Dans le canton de Tessaoua, dans la région de Maradi, aucun mariage d'enfant, aucune plainte de mariage d'enfant n'ont été enregistrés en 2020 dans le canton de Tessaoua",

Mahamane Mansour Kané Maiguizo, Chef de canton de Tessaoua



Zéro mariage d'enfant à Mirriah en 2020. Dans le canton de Mirriah,

Dans le canton de Mirriah, pour l'année 2020, le compteur a marqué zéro en ce qui concerne le mariage des enfants. Nous n'avons enregistré aucun mariage d'enfant dans le canton".

Le Chef de canton de Mirriah, l'honorable Moutari Moussa



Dans le canton de Tagazar, région de Tillabéri, l'honorable Amirou Albadé Alhassane a mis en place un comité de veille sur le mariage des enfants.

« Nous avons mis en place un comité de veille composé de femmes leaders, de jeunes, d'enseignants et d'agents de santé chargé de nous rapporter tout cas de mariage d'enfants qui est de ce fait automatiquement annulé. »

Le chef de canton de Tagazar, l'honorable Amirou Albadé Alhassane



Dans le canton de Karma, en dehors du refus des marabouts de célébrer le mariage des enfants, le Chef de canton, l'honorable Amirou Nouhou Saouni dit Abdoulaye a mis en place un mécanisme de réunion avec le corps enseignant afin de faire le point à chaque fois sur les absences des filles à l'école. Ce dispositif permet d'être rapidement informé en cas de mariage d'une fille en cours de scolarisation et de prendre des dispositions pour faire annuler le mariage.

« Il n'y a pas eu de mariage d'enfant en 2020, ni de plainte enregistrée »,

Le Chef de canton de Karma, dans la région de Tillabéri, Amirou Nouhou Saouni dit Abdoulaye.

L'honorable Amirou Nouhou Saouni, Chef de canton de Karma

Dans le canton de Kanembakaché dans la région de Maradi, l'honorable Mahamane Sani Kaché Daouda a, dans chaque village de son canton, instruit le chef de village, l'imam et la matrone d'interdire la célébration de tout mariage d'enfant.

« La célébration de tout mariage d'enfant est interdite et le chef de canton que je suis est informé de tout mariage d'enfant... Une amende de 5000 FCFA, a été instituée pour sanctionner l'époux de toute femme qui accouche à domicile. »

Le Chef de canton de Kanembakaché, l'honorable Mahamane Sani Kaché Daouda

La police et la gendarmerie alliés de l'UNFPA pour mettre fin aux VBG

Les plus hauts responsables de la gendarmerie et de la police ont décidé de nouer des partenariats inédits avec l'UNFPA pour prendre à bras le corps la lutte contre la violence basée sur le genre (VBG) en renforçant leurs capacités pour une meilleure prise en charge des survivantes de violences, la collecte et le traitement des données, ainsi que la mise en place d'une base de données sur les VBG. Ce faisant, les deux institutions vont pouvoir jouer un rôle capital dans la documentation des cas de violence et plus globalement le traitement judiciaire des dossiers de VBG.



Une entente avec la gendarmerie

La signature d'un Mémoire d'entente entre le Représentant résident de l'UNFPA, M. Ismaila Mbengue et le Général de brigade, Haut Commandant de la gendarmerie nationale, M. Salifou Wakasso a scellé un partenariat visant l'amélioration des services de qualité aux survivantes de violence basée sur le genre (VBG) et la collecte et le partage des données sur les violences faites aux femmes et aux filles.

La place déterminante de la gendarmerie nationale dans les services de justice et de sécurité en matière de VBG justifie largement le partenariat entre les deux institutions. C'est ainsi que 44 agents de la gendarmerie nationale ont bénéficié d'une formation pour travailler dans les brigades des chefs-lieux de départements des régions d'intervention à la protection des femmes et des mineurs. L'appréciation de l'impact bénéfique de la formation reçue par le personnel, son apport dans la collecte et la production de données par la gendarmerie ont motivé les responsables de l'UNFPA et de la Gendarmerie nationale.



L'UNFPA appuie la Police nationale pour protéger les mineurs et les femmes

Pour ne laisser aucune personne survivante derrière, l'UNFPA investit dans la mobilisation des acteurs clés. Après les Chefs traditionnels et la gendarmerie nationale l'UNFPA a signé une convention de partenariat avec la police nationale qui dispose d'une Division nationale spéciale pour la protection des mineurs et des femmes et des brigades régionales qui ont des points focaux servant de relais dans les départements et les communes.

Déjà, 53 agents ont été formés pour l'audition et la rédaction des procès-verbaux en matière de VBG. Cet appui a contribué, d'une part à améliorer la qualité de la prise en charge des cas de VBG et d'autre part à montrer le rôle important de la police dans la collecte et le partage des données

Il a aussi mis en évidence la plus-value et l'efficacité qu'apporte le partenariat entre la Police nationale et l'UNFPA.

C'est la raison pour laquelle, les responsables des deux institutions ont instruit leurs staffs respectifs pour la rédaction d'un document d'accord de partenariat.

Ce dernier formalise et clarifie les domaines d'intervention et les rôles et responsabilités de chaque institution. L'objectif commun étant de collecter et partager les données pour mieux servir les survivantes de violences basées sur le genre, et aider les responsables à la prise de décisions éclairées pour contribuer à l'élimination des violences basées sur le genre au Niger.

Femmes sentinelles pour mettre fin à toutes les formes de violences basées sur le genre

CAPITAINE DE GENDARMERIE, MOROU HADIZA CHEFFE DE LA CELLULE DE PROTECTION DES FEMMES ET DES MINEURS À NIAMEY

La sentinelle et son parcours



Âgée de 56 ans, la Capitaine de Gendarmerie, Mme Morou Hadiza est Cheffe de la Cellule de protection des femmes et des mineurs à Niamey. Elle est titulaire d'un baccalauréat en administration obtenu au cours de la vie professionnelle et entre dans la gendarmerie suite à un concours. Elle fait partie des neuf filles qui constituent la première promotion de femmes gendarmes du Niger, en 1989. Après sa formation elle obtient son premier galon de gendarme de 4ème classe en juillet 1990. De cette date à aujourd'hui elle a servi successivement de 1990 - 1992 à l'État-major ; de 1992 à 1998 à la Direction de la Gendarmerie et de la Justice militaire au ministère de la Défense nationale ; de 1998 à 2012 à l'État-major particulier du Président de la République d'où elle participe en 2007 à la mission opérationnelle des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) ; de 2012 à 2018, adjointe au Chef de la Division des Affaires administratives, du personnel, de la formation et de la mobilisation (DRH). Depuis le 1er octobre 2018, elle dirige la Cellule centrale de la Protection des femmes et des mineurs de la Gendarmerie nationale à Niamey et elle est conseillère spéciale au cabinet du médiateur de la République du Niger dans le domaine du genre, de la protection des femmes et des enfants.

La Cellule centrale de la protection des femmes et des mineurs est une unité centrale qui s'appuie à l'intérieur du pays sur 93 brigades de protection des femmes et des mineurs. Avec l'appui de ses éléments au niveau central et déconcentré, la Capitaine de Gendarmerie, Mme Morou Hadiza veille à :

- Protéger au niveau de chaque Brigade les femmes et les mineurs présumés auteurs ou victimes d'une infraction ;
- Mettre en œuvre des actions de prévention des mauvais traitements à l'égard des femmes et des enfants ;
- Faire le suivi et la coordination des activités des différentes Brigades de protection des femmes et des mineurs ;

- Œuvrer pour le renforcement des capacités des correspondants au niveau des Brigades ;
- Mener des missions de supervision au niveau des différentes Brigades de protection ;
- Développer et mettre en place les outils de gestion des cas et de collecte d'informations ;
- Recevoir et centraliser les données des différentes Brigades de protection ;
- Mettre en place un système d'information et une base des données sur les cas gérés par les correspondants de la protection des femmes et des mineurs au niveau des Brigades ;
- Dresser et publier de manière périodique des rapports sur la situation des femmes et des mineurs pris en charge par les Brigades ;
- Collaborer avec les autres acteurs de la chaîne de protection des femmes et des mineurs.

La Capitaine de Gendarmerie, Mme Morou Hadiza a conduit plusieurs activités de renforcement de capacités avec comme résultats :

- La formation de 42 points focaux sur le traitement des enfants victimes de violences, de traite et de recrutement par les groupes terroristes ;
- La formation de 75 officiers de police judiciaires de la protection des femmes et mineurs formés sur la protection des femmes et des enfants ;
- La sensibilisation sur le genre de 100 agents des Forces de défense et de sécurité (FDS) ;
- La formation de 115 agents de la gendarmerie et de la garde nationale sur le droit et la protection des enfants ;
- La sensibilisation de tous les corps des FDS sur le droit et la protection des enfants avant pendant et après les missions et déploiement sur les théâtres des opérations extérieures ;
- 360 points focaux et chefs de brigades formés sur les VBG, leur classification et la collecte des données suite à deux missions de formation sensibilisation ;
- L'élaboration et la validation participative d'un outil de collecte de données VBG par les agents de la gendarmerie ;
- La supervision de deux sessions de formation des brigadiers et commandants de 44 brigades de gendarmerie faisant office d'Officier de police judiciaire sur les techniques d'audition des survivantes de VBG et la rédaction des procès-verbaux ;
- La réalisation de deux missions de collecte de données sur les VBG ayant permis de familiariser les agents des différentes brigades à l'outil de collecte de données VBG ;
- Le renforcement de la synergie et la collaboration avec les chefs traditionnels, la police, la justice pour une meilleure prise en charge des cas de VBG et la production des données ;
- La documentation de 3909 cas de VBG rapportés par les différentes brigades au cours de l'année 2020

Cheville ouvrière du partenariat avec l'UNFPA, la Capitaine de Gendarmerie, Mme Morou Hadiza contribue à l'amélioration significative des connaissances et compétences de son unité sur les VBG, l'audition et la collecte des données. Grâce à ce partenariat inédit, la Gendarmerie est aujourd'hui un acteur reconnu dans la production des données VBG et un des services de recours le plus fréquenté par les survivantes de VBG. La Gendarmerie avec ses brigades territoriales et mobiles est devenue un partenaire clé des chefs traditionnels et des autres acteurs de la lutte contre les VBG aussi bien au niveau central que déconcentré.

La Capitaine Morou Hadiza ambitionne de :

- Ériger la Cellule centrale en une direction centrale et créer des cellules au niveau de toutes les régions du Niger afin que les femmes et les enfants soient mieux protégés ;
- Faire de chaque agent de la gendarmerie, de chaque élément des Force de défense et de sécurité une sentinelle pour la protection des femmes et des mineurs au Niger ;
- Mettre en place un réseau des femmes FDS défenseuses des droits des femmes et des enfants en Afrique de l'Ouest et Centrale.

La Commissaire de police Hassane Haousseize Zouera Cheffe de la Division de la Protection des mineurs et des femmes

La sentinelle et son parcours

Mme la Commissaire de police Hassane Haousseize Zouera, 38 ans, est titulaire d'un master II en droit économique et des affaires depuis 2009.

Après avoir effectué le service civique national à la Direction des études législatives, des réformes et de l'intégration au ministère de la Justice de 2009 à 2011, elle réussit au concours d'entrée à l'École nationale de la police et de la Formation permanente en 2011. Sortie commissaire de police en 2013 elle exerce successivement de 2013 à 2015 comme cheffe de la Division des Enquêtes économiques et financières à la Direction de la police judiciaire ; de 2015 à 2019 cheffe de la Division des Études, réglementations et statistiques à la Direction de la Sécurité Publique.

Commissaire Hassane Haousseize Zouera a à son actif plusieurs stages et formations dans les domaines des droits humains, la protection, la communication, l'antiterrorisme, la police de proximité.

Elle est également membre de plusieurs comités nationaux dont : le comité technique de travail sur le Mécanisme d'évacuation d'urgence et de transit des personnes vulnérables évacuées de la Libye au Niger, la Commission nationale d'éligibilité au statut des réfugiés au Niger ; le Groupe de travail chargé de conduire l'évaluation nationale de risque de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme au Niger et le Comité technique chargé de l'élaboration de la stratégie nationale de cyber sécurité au Niger.



Nommée le 04 janvier 2020 cheffe de la Division de la protection des mineurs et des femmes, Mme la Commissaire de police Hassane Haousseize Zouera assure avec l'appui des 107 brigades décentralisée dans le pays :

- Le dépistage et le diagnostic des signes de prédélinquance notamment des enfants de la rue en rupture avec le milieu familial ;
- L'aide et l'assistance aux enfants et aux femmes en situation de détresse et la facilitation de la prise en charge des enfants et des femmes victimes dans les services de police ;
- Le suivi des placements des mineurs en danger auprès des institutions spécialisées publiques ou privées de protection de l'enfant ;
- La mise en œuvre en urgence des actions de protection en faveur des mineurs et des femmes
- La mise en œuvre des actions de prévention des mauvais traitements à l'égard des mineurs et des femmes ;
- L'organisation du recueil d'informations relatives aux mineurs et aux femmes victimes de maltraitements ;
- La prise des mesures nécessaires pour assurer la sécurité des enfants et des femmes et la participation à leur placement en cas d'urgence.

Mme la Commissaire de police Hassane Haousseize Zouera qui est aussi formatrice à l'École nationale de la Police et de la formation permanente, a à son actif, entre autres :

- La supervision de deux sessions de formation de (53) brigadiers inspecteurs et officier de police judiciaire sur les techniques d'audition des survivantes de VBG et la rédaction des procès-verbaux
- La sensibilisation de 218 policiers points focaux et Officiers de police judiciaires sur les VBG, leur classification et la collecte des données ;
- La réalisation de deux missions de collecte de données sur les VBG ayant permis de familiariser les agents de police à l'outil de collecte de données VBG ;
- Le renforcement de la synergie et la collaboration avec les chefs traditionnels, la justice et la gendarmerie pour une meilleure prise en charge des cas de VBG et la production des données
- 2628 cas de VBG rapportés par les différentes brigades en 2020 suite à leur formation.

Actrice principale du partenariat avec l'UNFPA dans le cadre duquel elle a contribué à l'amélioration significative des connaissances et compétences des agents (Officiers de police judiciaire, inspecteurs et brigadiers) de son unité sur les VBG, l'audition, la rédaction des procès-verbaux de qualité et la collecte des données. Ce partenariat inédit a amélioré les prestations des agents de la police, qui sont aujourd'hui des acteurs reconnus dans la production des données VBG et un recours pour les survivantes de VBG. La police collabore efficacement aux niveaux central et déconcentré avec les chefs traditionnels et les autres acteurs de la lutte contre les VBG.

Mme la Commissaire Hassane Haousseize Zouera a pour ambition de :

- Porter l'attention des acteurs de la chaîne de protection sur les femmes et les enfants qui sont les personnes les plus vulnérables ;
- Faire de la protection des femmes une priorité des priorités au Niger, vue que la femme est le noyau de la société ;
- Réduire l'injustice à l'égard des femmes et des mineurs et apporter une réponse adaptée aux femmes et mineurs victimes de violences.

Le commandant Aichatou Ousmane, Sous-directeur de l'Action sociale à la Direction centrale du service de santé des Armées et de l'Action sociale



La sentinelle et son parcours

Le commandant Aichatou Ousmane est assurément une femme militaire admirable dont les compétences et le leadership sont reconnus. En 2016, elle est devenue le premier casque bleu décorée par les Nations Unies comme First Military Gender Advocate. En 2017, le Département d'État américain lui décerne la médaille de « International Women Of courage » pour les efforts consentis pour l'établissement et le rétablissement des droits des plus vulnérables et l'implémentation de la perspective genre dans les opérations de maintien de la paix.

Née en 1974 à Birni N'konni, le commandant Aichatou Ousmane obtient le Baccalauréat série C en 1995. Elle entre en 1996 dans les Forces Armées Nigériennes (FAN) par le biais d'un concours national qui recrutait pour la première fois des femmes dans l'armée. Diplômée de l'École Royale des services sociaux des Forces armées royales au Maroc en 2004, elle obtient ensuite le Diplôme d'étude supérieure spécialisée en gestion des programmes de santé (DESS/GPS) du Centre des études des sciences de l'administration et de gestion (CESAG) en 2011, avant de se rendre aux États-Unis où elle obtient le Diplôme d'État-Major au Command and General Staff College (CGSC) en 2019.

Le commandant Aichatou Ousmane est aussi titulaire d'un master 2 en sciences et arts militaires dont le thème du mémoire d'étude est « l'impact du terrorisme sur le Niger ».

Le commandant Aichatou Ousmane est actuellement Sous-directeur de l'Action sociale à la Direction Centrale du service de la santé des armées et de l'action sociale. Parmi ses réalisations on peut citer :

- Plus de 3000 soldats nigériens formés au cours des pré déploiement pour la protection des enfants et des femmes dans la conduite des opérations de maintien de paix entre 2008 et 2014 ;
- 850 agents des FDS formés sur la protection des personnes vulnérables, des femmes, des réfugiés dans la zone de Diffa et Tillabéry entre 2017 et 2018 ;
- La formation de 1050 casques bleus de la MINUSMA de 2014 à 2016 ;
- La mise en œuvre et l'exécution de 10 projets à impact rapide genre sensible au profit de toutes les couches sociales dans les zones de Ménaka, Ansongo, et Gao ;
- L'autonomisation des veuves et orphelins des conflits, la création des groupements de veuves artisanes, la redynamisation des Espaces sûrs pour une meilleure autonomisation de 2019 à nos jours.
- L'instruction / la formation en genre post conflit et en connaissances fondamentales dans les opérations de maintien de la paix à l'École de maintien de la paix Alioune Blondin Bèye.



L'UNFPA dans le processus de consolidation de la paix au Niger en partenariat avec le Peacebuilding Fund et les ONG

Grâce au concours du Peacebuilding Fund (PBF) ou Fonds de consolidation de la paix au Niger, l'UNFPA a accompagné la mise en œuvre d'importantes initiatives pour renforcer et élargir ses interventions dans les domaines de la gestion de la sécurité au niveau communautaire, de la promotion des droits humains et de la justice et du leadership politique féminin.



L'UNFPA se réjouit de compter parmi les acteurs de mise en œuvre du PBF, une initiative structurante qui vise à aider le Niger à relever les défis de la sécurité, de la paix et du développement socioéconomique auquel il est confronté.

L'UNFPA est convaincu qu'en renforçant les compétences des femmes et des jeunes, en développant leur leadership, en leur donnant les moyens de leur autonomie économique et sociale, en les impliquant dans les processus de prévention et de résolution des conflits, il sera possible de conserver durablement la paix et d'assurer le développement.

C'est ainsi que l'UNFPA a appuyé ses partenaires locaux pour développer des projets phares qui concernent la mobilisation des

femmes pour des élections inclusives et apaisées, le renforcement des capacités des jeunes, la sensibilisation, les espaces citoyens et le dialogue intergénérationnel, l'engagement communautaire pour la paix et l'environnement, la célébration de la Journée Internationale de la paix, la promotion du leadership des jeunes filles et des femmes. Ces projets ont été mis en œuvre dans les régions de Tillabéry, Zinder, Maradi, Agadez, Tahoua. Les projets ciblent deux catégories d'acteurs clés, d'une part, les jeunes et les femmes qui sont les plus impactés par l'insécurité, les conflits, les fragilités et injustices de toutes sortes et d'autre part les acteurs politiques dont les décisions et actes lors des compétitions électorales peuvent être de sérieuses menaces pour la cohésion sociale et la paix.



Des actions innovantes pour un fort impact

Le PBF, c'est 630 jeunes filles et garçons des communes, 1292 des écoles coraniques appelées Makaranta, 700 adolescentes du programme Illimin, 360 jeunes filles et garçons pour des élections apaisées, 275 conseillers municipaux juniors, soit plus de 3000 jeunes filles et garçons qui ont bénéficié de renforcement des capacités, de formation en leadership, de sensibilisation polipolitique, d'échanges, de dialogue intergénérationnel pour des élections inclusives et apaisées en 2020 et 2021.

Le PBF, ce sont également 169807 bénéficiaires indirects du projet Liptako, 60658 du projet Makaranta, 700 adolescentes du projet Illimin, 212700 du projet Élection, soit plus près de 500 000 personnes âgées de 10 à 25 ans et plus qui ont pris part à des activi-

tés de renforcement des capacités, de sensibilisation, d'échanges, de dialogue intergénérationnel, d'interventions communautaires pour l'hygiène, l'environnement, la promotion du leadership des jeunes filles et la mobilisation des leaders politiques locaux pour des élections inclusives et apaisées en 2020/2021.



Le Projet Élection pour créer un environnement de paix pour des élections apaisées et inclusives

Le projet a contribué à augmenter la proportion ou le nombre de femmes et des jeunes en âge de voter dans les zones reculées. En effet, avec une estimation de la population électorale de 9.751.462 (INS 2020), au niveau national, 7 446 556 citoyens sont inscrits dont 54,97% de femmes et 45,03% d'hommes soit 76,36% de la projection 2020. Pour la chargée de genre de la CENI, c'est grâce au PBF que les femmes fortement informées se sont mobilisées pour être majoritaires au niveau du fichier électoral biométrique. Selon elle, les femmes consti-

tuent maintenant 54,97% des inscrits sur les listes électorales.

Lors des campagnes de sensibilisation sur la citoyenneté et la culture de la paix, des audiences foraines ont été organisées pour la délivrance de pièces d'état civil (actes de naissance, cartes d'identité, cartes d'électeur) et la délivrance des actes de naissance a été boostée à 79,15% selon la CENI dans les 16 communes des régions de Agadez, Maradi, Zinder et Tillabéri.

Les Makaranta, les écoles coraniques pour la paix

13167 jeunes élèves ont été formés sur les thèmes de la culture de la paix, de l'islam et de la consolidation de la paix, de la prévention et de la gestion non violente de conflits. Les 13167 élèves ont, à leur tour, sensibilisé quelques 60658 élèves.

Les Makaranta sont des écoles coraniques informelles fréquentées par des jeunes souvent marginalisés et pauvres, et sont une cible privilégiée des groupes extrémistes armés à la recherche de jeunes recrues. Une intervention dans ces Makaranta est indispensable pour sensibiliser les jeunes sur les

dangers de l'enrôlement dans les groupes d'extrémistes et pour les former sur les thématiques de la prévention et gestion de conflits, la culture de la paix, l'islam et la paix, l'égalité entre les sexes et les droits humains.



Les Espaces citoyens pour un dialogue interrelationnel

Au total, 29 Espaces citoyens ont été installés ou redynamisés et équipés pour accueillir des dialogues intergénérationnels, des séances de sensibilisation.

Les Espaces citoyens sont des lieux de rencontres où des associations et des réseaux de jeunes filles et garçons et de femmes se réunissent pour échanger et participer à la vie de leurs communautés, tenir des dialogues citoyens ou intergénérationnels. Ces lieux, implantés dans les chefs-lieux des communes

et de zonage, répondent à un certain nombre de critères : disposer d'un minimum de commodités, être calmes, faciles d'accès et sécurisés pour que les jeunes filles et garçons s'y sentent en sécurité, expriment librement leurs opinions et reçoivent des conseils et des orientations des aînés.



Les Conseillers municipaux juniors pour préparer l'avenir

475 jeunes conseillers municipaux juniors formés dans les régions de Tillabéri, Tahoua, Zinder, Maradi et Agadez.

Le projet des Conseils municipaux juniors a été initié pour donner aux jeunes élus par leurs pairs, les savoirs et compétences qui les préparent à exercer des responsabilités et participer aux prises de décision. Le Conseil municipal junior dispose de tous les outils et instruments utilisés par le conseil municipal.

À intervalles réguliers, les conseillers juniors rencontrent des personnes ressources telles que le chef de canton, le maire, le gouverneur pour discuter des questions d'actualité et d'intérêt local et national.



Mariama ABDOU Conseillère municipale junior



Commune d'Ayérou

Avant le projet PBF, nous les demoiselles étions sans occupation majeure. Après avoir fini d'aider nos mères dans les travaux quotidiens, on passait le reste de notre temps à ne rien faire. Avec l'arrivée du projet PBF, nous avons été formées et sensibilisées sur plusieurs thématiques à savoir le leadership, la cohésion sociale... les techniques à suivre pour gérer la quiétude. Il faut savoir qu'une fois formées, nous nous organisons pour partager les connaissances acquises avec les autres habitants des villages. Nous avons beaucoup sensibilisé les femmes et les jeunes sur les dangers du mariage précoce. On s'était rendu aussi dans les villages situés sur les îles pour sensibiliser les habitants. Nous demandons aux parents d'encourager leurs filles dans les études pour qu'elles aient la même chance que les garçons. Grâce aux formations du projet PBF, nous avons appris plusieurs choses sur la notion de citoyenneté : tout bon citoyen doit avoir sa carte d'électeur, doit aller voter le jour des élections et doit comprendre qu'il n'est pas possible de faire les élections sans la paix. On doit continuer à sensibiliser les citoyens pour que chacun garde son calme.



Aicha HAROUNA Conseillère municipale junior



Bien avant le projet PBF, nos communautés vivaient dans l'ignorance, on ignorait beaucoup de nos droits et devoirs en tant que citoyen.

Dès notre adhésion au projet PBF, on a su que les femmes ont des droits comme les hommes, en plus elles ont le droit d'aller voter pour leur pays et d'adhérer aussi à une association. Le projet PBF nous a sensibilisé sur les dangers du mariage précoce.

A notre tour, on s'est déplacé vers les autres villages pour partager notre expérience avec les autres jeunes. Le projet PBF nous a aussi sensibilisé sur la propreté dans nos communes et ainsi, nous effectuons des séances de salubrité dans notre commune y compris à la mairie, dans les mosquées, et au centre de santé.

Avec l'Espace citoyen mis à notre disposition, les aînés et les vieux se retrouvent pour échanger sur la cohésion sociale. La télévision mise à la disposition de l'Espace citoyen est utilisée pour des sketches de sensibilisation, le but étant de montrer des exemples aux participants à travers les vidéos et inciter les gens aux échanges.

Nous avons reçu plusieurs formations sur le thème de la cohésion sociale, en cette veille d'élection au Niger. Les conseillers municipaux juniors que nous sommes, partageons nos connaissances sur la culture et la paix pour que chacun puisse voter pour le candidat de son choix.

Une fois le projet PBF fini, nous allons œuvrer pour la pérennité avec les moyens à notre disposition pour continuer les sensibilisations afin que les bailleurs soient contents de nous.



Le Comité des sages, pour des élections apaisées et inclusives

Plus de vingt-huit (28) communes, en plus des chefs-lieux des régions ont été visitées et environ 4 000 personnes ont été sensibilisées

Le Comité des sages est composé de dix (10) leaders identifiés pour leur intégrité morale et leur impartialité par la CNDH pour mener des médiations et prévenir les conflits en période électorale.



La Convention avec les partis politiques pour les élections apaisées et inclusives.

Trente (30) partis politiques ont signé la Convention et un mécanisme de suivi des engagements est mis en place.

Les partis politiques de la majorité, de l'opposition et des non affiliés ont répondu positivement à l'appel de l'ONG FAD de se retrouver autour d'une table pour un dialogue franc et constructif pour la consolidation des acquis démocratiques et pour œuvrer pour des élections transparentes, apaisées et inclusives. Une trentaine de partis politiques ont ainsi signé des conventions avec l'ONG FAD. Ces conventions comportent des engagements pour les partis politiques et pour l'ONG FAD.



Le renforcement de capacités des jeunes et des femmes

Près de 600000 jeunes filles et garçons et femmes ont vu leurs capacités renforcées ; 32 femmes leaders consulaires enrôlées, 94 femmes relais formées, plus de 3000000 de personnes touchées par les programmes de sensibilisation utilisant les médias, les radios communautaires en particulier.

Une des principales interventions du Projet PBF est le renforcement des capacités des jeunes et des femmes afin qu'ils puissent avoir des connaissances et des compétences pour être des citoyens responsables, des acteurs autonomes sur le plan social et économique et des sentinelles de la paix et de la sécurité. Ainsi de nombreuses sessions de forma-

tion, d'animation, de dialogues communautaires, intergénérationnels ont été tenus avec pour thèmes : la culture de la paix, la sécurité, le leadership, la citoyenneté, les élections, le genre, les droits humains, les VBG, la gestion des conflits, l'autonomisation économique des jeunes filles, etc.



Le Bus à palabres pour sensibiliser tous les publics.

La communication interpersonnelle est largement utilisée dans plus de 100 bus circulant dans huit régions du pays pour engager le débat avec les usagers des bus, les sensibiliser sur les enjeux des élections nationales.

Lancé au siège de Al Izza voyage, 12 animateurs professionnels ont suivi des formations théoriques et pratiques pour faire de l'animation dans les bus sur plusieurs axes.

La formation pratique des animateurs s'est faite dans le bus de l'axe Niamey – Agadez – Arlit, précisément sur le tronçon Niamey - Dosso.

Six (6) équipes de sensibilisations ont effectué 110 voyages sur les axes suivants :

- o Niamey-Zinder-Diffa;
- o Niamey –Tahoua-Agadez;
- o Niamey-Maradi Zinder;
- o Niamey-Tillabéry;
- o Niamey-Gaya;
- o Niamey-Filingué

Au total 5472 passagers de ces destinations ont été touchés dans le pays.

Focus artistes

Parrainé par le Ministre de la Renaissance culturelle, des arts et de la modernisation sociale, cet atelier a réuni 100 artistes à la maison de la presse. Lors de cet atelier, les artistes réunis au sein de l'Association nigérienne des auteurs, compositeurs et interprètes

des métiers de musique (ANACIMM) se sont engagés à concevoir une chanson de sensibilisation pour des élections apaisées au Niger. La mise en scène a eu lieu pendant le spectacle « appel à cohésion : KOUKAN KOURCIA ».

Focus écoles et universités

Dédié aux scolaires et étudiants, le lancement a été effectué par le Ministre de la Renaissance culturelle, des arts et de la modernisation sociale, accompagné de l'archevêque du Niger et du représentant de l'UNFPA. L'École nationale des télécommunications (EST) a constitué la première étape du lancement

de ce focus qui a vu la participation de 217 écoliers, stagiaires et étudiants. Le Commissaire des droits humains à la CNDH a été l'animateur de la conférence thématique axé sur le rôle et les responsabilités des scolaires dans l'instauration d'un climat de paix et de quiétude pendant la période électorale.

La sensibilisation s'est poursuivie à l'université Abdou Moumouni de Niamey et aux établissements, Institut africain de management (IAM), SODESI, École Supérieure de Commerce et d'Administration des Entreprises (ESCAE) de Niamey.

Au total, 1009 étudiants, élèves et stagiaires ont été touchés par le focus.



Une salle d'incubation pour la promotion des femmes candidates

62 candidates prises en charge, formées sur l'utilisation des réseaux sociaux, en techniques d'expression, élaboration de stratégie de communication et management d'une campagne électorale, et solidarité avec les autres candidates



L'ONG FAD offre aux femmes candidates aux élections un encadrement rapproché et personnalisé. Une salle est spécialement aménagée dans les locaux de FAD et une équipe de consultants aide les candidates à articuler les thèmes prioritaires de leurs campagnes, les assiste dans la réalisation de supports de communication. Les femmes candidates reçoivent aussi un appui financier pour la réalisation de leurs campagnes électorales.

Les First ladies potentielles, la paix commence dans la famille

Un panel de haut niveau réunissant les First Ladies, épouses des candidats aux élections présidentielles, ainsi que des épouses de quelques leaders politiques du Niger a porté ses fruits. On comptait 77 participants dont 21 épouses de candidats et d'hommes influents avec les épouses du PNDS et du MNSD hautement représentées par de fortes délégations. Des épouses de candidats aux élections présidentielles se sont excusées car n'étant pas présentes sur le territoire.



Le panel très interactif a donné l'opportunité aux First Ladies potentielles (toutes tendances confondues) d'échanger, de dialoguer et de se prononcer équitablement sur la cohésion au Niger ainsi que des actions qu'elles peuvent mener auprès de leurs époux et de leurs entourages pour l'instauration d'un climat de quiétude sociale et de paix dans le pays. Les First Ladies ont été sensibilisées sur leur leadership et leur responsabilité pour des élections apaisées au Niger.



21 épouses de candidats et hommes politiques influents étaient engagées dans ce dialogue pour des élections pacifiées.

Les épouses des candidats et hommes politiques influents sont appelées à user de leur influence pour engager leurs maris à créer les conditions optimales pour des élections apaisées au Niger.

Synthèse des indicateurs d'activités

Désignation	Total citoyens touchés
Focus Bus	5 472
Focus Fada	3 029 ?????
Focus Écoles	1 009
Religieux	8 951
Femmes MMD	5 323
Artistes	100
Médias	183
First Ladies	77
Spectacle Koukan Kourcia	1 387
Total	25 531

En sommes, 25 531 citoyens ont été touchés directement sur un objectif de 20 000 personnes visés, soit un taux de réalisation de 127,6 %.

Un argumentaire islamique pour la sensibilisation et le plaidoyer en faveur de la paix.

Les leaders religieux ont développé un argumentaire islamique, outil simple, abordable et accessible, fondé sur le Coran et les Hadiths, pour donner la position authentique de l'islam en matière de paix et sécurité. L'argumentaire est alors utilisé pour sensibiliser la population sur « paix et Islam » et faire le plaidoyer. Le but étant de créer les conditions pour la participation pacifique et inclusive des jeunes, spécifiquement des jeunes filles, aux processus de consolidation de la paix pour diminuer tout sentiment d'exclusion et frustration.

Au-delà du renforcement des compétences, un travail de plaidoyer doit être fait auprès des autorités, locales et nationales, y compris coutumières et religieuses, pour que ces dernières reconnaissent l'apport de la jeunesse à la consolidation de la paix, écoutent leurs préoccupations et intègrent leurs besoins spécifiques dans les prises de décision. En outre, des actions de sensibilisation et de communication se feront avec les leaders religieux et les chefs traditionnels afin que ces derniers sensibilisent la population sur les questions de paix et Islam.

Le REPSFECO soutient les Forces de défense et de sécurité et les Audiences foraines



Les activités civilo-militaires ont été organisées par le REPSFECO (Réseau des femmes pour la paix et la sécurité de l'espace CEDEAO) au niveau des sept (07) communes de la région de Tillabéry (Ayorou, Bankilarey, Abala, Sanam, Téra, Torodi, Ouallam). Des engagements ont été pris par les communautés pour pérenniser ces acquis avec ou sans appui des partenaires.



Soirée « Aiguilles de la Paix » avec la Fondation Alphadi Héritage

La construction de la démocratie en Afrique est un processus long, semé d'embûches et de désillusions mais se conclura inexorablement par la victoire. Pour devenir le grand continent exemplaire et prospère auquel nous rêvons, l'Afrique a besoin de toutes ses forces, de toutes ses volontés et de ses hommes et femmes qui ouvrent la voie et montrent la direction vers plus de paix, d'équité, et d'alternance démocratique.

C'est à cette condition que les économies de nos pays se relèveront et atteindront l'émergence et la réussite économique pour laquelle nous nous battons. Au Niger, nous aurons, pour la première fois de notre histoire, une alternance démocratique qui verra un président démocratiquement élu succéder à un président démocratiquement élu. Cet acte politique fort, qui résonne comme un symbole à travers notre pays et à l'étranger, a été rendu pos-

sible grâce à Son Excellence Monsieur le Président de la République, chef de l'État, Issoufou Mahamadou, dont l'action en faveur de la démocratie est restée sans faille. En décidant de ne pas se représenter pour un troisième mandat, le Président sortant marque une fois de plus son attachement aux valeurs de la République et de la Constitution et montre l'exemple, bien au-delà de nos frontières.

Cette soirée sera l'occasion pour nous, de remercier le pouvoir et l'ensemble de la classe politique, à travers des distinctions appelées "Aiguille de Paix", décernée à ses Excellences Monsieur le Président de la République, le Premier Ministre, le Chef de File de l'opposition ainsi qu'à la société civile pour les efforts fournis qui ont permis de maintenir ce climat de paix indispensable au fonctionnement normal des institutions de notre pays. »

Fondation Alphadi Héritage

Réponse humanitaire intégrée dans les huit camps de réfugiés en partenariat avec le HCR, l'ONG APBE et le ministère chargé de la Coordination humanitaire



En juin 2020, le Niger compte à peu près 220 000 réfugiés (Nigériens et Maliens) dont plus de 120,000 réfugiés nigériens à Diffa, et 60,000 réfugiés maliens dans les régions de Tillabéry et de Tahoua et presque 40,000 réfugiés nigériens à Maradi.

On y compte également presque 180,000 déplacés internes (IDPs) et la région de Diffa en dénombre à elle seule plus de 110, 000 IDPs. Ces déplacements de populations contribuent à accentuer la précarité des communautés hôtes déjà vulnérables.

Le plan de réponse humanitaire 2020 du Niger prévoit 2,9 millions des personnes dans le besoin parmi lesquelles : 725,000 femmes en âge de procréer et 116 000 naissances attendues parmi ces populations et 17,400 femmes exposées aux décès maternels ou aux complications obstétricales invalidantes.

Le plan prévoit également 322,000 cas de violences basées sur le genre dont 14,500 cas de violences sexuelles. L'UNFPA assure une réponse intégrée pour

Kit SRH	CSI	HD & HME
Kit 2A	38	0
Kit 2B	38	0
Kit 3	8	12
Kit 5	20	5
Kit 6A	30	6
Kit 6B	30	6
Kit 8	20	0
Kit 9	20	7
Kit 11A	0	5
Kit 11B	0	5
Kit 12	10	7

la prévention et la réponse aux violences basées sur le genre tout en intégrant l'offre des services de santé de la reproduction à travers : le positionnement de kits de santé de la reproduction dans les centres de santé les plus affectés.

Il appuie également la mise en place du personnel dans les centres de santé des sites des réfugiés et IDPs 38 centres de santé intégrés (CSI) ont bénéficié des kits SR (14 dans la région de Tillabéry, 11 à Diffa, 5 à Tahoua et 8 à Maradi) et 7 hôpitaux de district (HD) (Ouallam, Guidan Roumdji, Tera, Gothèye, Nguigmi, Mainé et Tchinta) et dans 7 hôpitaux mère-enfant (HME) des 7 chefs-lieux des régions)

les résultats obtenus : sont remarquables avec la mise en place du personnel dans les différents sites des personnes vulnérables affectées par la crise notamment les femmes et les filles a permis de sauver des vies et d'alléger les souffrances de ces dernières à travers les services offerts comme indiqués dans le tableau ci-dessous :

Services	Filles & Femmes				Garçons & Hommes			Total
	10-14	15-19	20-24	25 & +	15-19	20-24	25 & +	
Accouchements assistés	21	748	1845	2076	-	-	-	4 669
Planification familiale	8	468	2629	3761	-	-	-	6 858
Condoms distribués	-	-	132	225	3264	6842	8836	19 299
Traitement IST/VIH	6	184	327	207	274	308	391	1 691
Prise en charge médicale VBG	28	168	236	317	-	3	4	728
Complications obstétricales	6	41	79	142	-	-	-	262
Prise en charge psychosociale & mentale des survivantes des VBG	221	788	1022	1436	16	9	2	3 273
Assistance juridique aux survivantes de sVBG	-	11	23	10	-	-	-	44
Kits de dignité	143	566	1254	2743	-	-	-	4 563
Sensibilisations	128	3762	9667	11257	2314	1856	4369	33 225



L'organisation des cliniques mobiles pour toucher les zones difficiles d'accès

Au total : 16 sorties des cliniques mobiles ont été organisées dans les régions de Tillabéry, Tahoua et Diffa. Chaque équipe est composée, d'une sage-femme, d'une infirmière, d'un spécialiste en prise en charge psychologique et santé mentale et d'un mobilisateur communautaire. Chaque sortie dure 18 jours dans les zones difficiles d'accès et dans les nouveaux sites d'accueil des personnes déplacées.

Au terme de ces sorties les résultats suivants ont été enregistrés :

Services	Filles & Femmes				Garçons & Hommes			Total
	10-14	15-19	20-24	25 & +	15-19	20-24	25 & +	
Accouchement assistés	0	24	18	37	-	-	-	79
Planification familiale	2	123	761	932	-	-	-	1818
Condoms distribués	-	-	-	-	2874	4125	6328	13327
Traitement IST/VIH	2	34	102	78	98	114	89	517
Prise en charge psychosociale & mentale des survivantes VBG	5	158	261	192	46	19	9	690
Consultation générale	123	95	138	64	38	79	86	513



La formation des agents de santé pour l'offre du paquet minimum d'activité en SR dans le contexte de crise (DMU)



Au total en 2020, c'est 160 agents de santé qui ont été formés en dispositif minimum des services de santé de reproduction en situation de crise (DMU) parmi lesquels 120 l'ont été dans l'approche expérimentale services complets en santé de reproduction (CSRH) que le Niger a eu à bénéficier.



Réponse Covid-19



REPUBLIQUE DU NIGER

MINISTRE DE LA POPULATION, DE LA PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA PROTECTION DE L'ENFANT



Formation et mise en œuvre d'activités génératrices de revenus pour les adolescentes et les femmes réfugiées du Nigéria



Organisation des 16 JOURS d'activisme contre les violences basées sur le genre dans les huit camps de réfugiés



Augmentation du nombre de nouvelles utilisatrices des méthodes contraceptives en dépit de la Covid-19

Malgré la pandémie, 195 000 produits contraceptifs ont pu être fournis, entre janvier et mai 2020, à des Nigériennes qui, jusque-là, n'en utilisaient aucun.

Distribution au dernier km

Le bureau l'UNFPA a appuyé la mise en œuvre de deux modèles d'acheminement des produits de santé au dernier km au niveau des régions de Maradi et de Zinder. Le bureau Pays a aussi appuyé le Gouvernement à assurer le transport des produits contraceptifs jusqu'aux points de prestations de services (PPS) en signant un contrat avec l'Office national des produits pharmaceutiques et

Un partenariat stratégique avec l'ONG internationale Population Services (PSI) au bénéfice de la planification familiale

Le bureau Pays UNFPA a développé un partenariat stratégique avec l'ONG PSI qui dispose d'une bonne approche en matière d'offre et de demande des services de la planification familiale sur le terrain, surtout en termes de collecte, de traitement et d'analyse des données PF et de la chaîne d'approvisionnement des produits de santé. Plusieurs résultats sont escomptés de cette collaboration, entre autres l'augmentation de la qualité des services de santé reproductive à travers le tutorat/coaching et le suivi de proximité.

Les actions mises en œuvre en 2020 dans le cadre de ce partenariat avec PSI ont permis : 1) d'augmenter le niveau de qualité des services de santé reproductive à travers la formation in situ (coaching/tutorat), le suivi de proximité réalisé par des tutrices expérimentées qui sont recrutées à cet

chimiques (ONPPC). C'est ainsi que tous les 278 CSI cibles PF et les 150 CSI des projets PSI-UNFPA ainsi que les 103 SONUB ont été régulièrement approvisionnés en produits contraceptifs, médicaments vitaux et matériels en 2020. Cette action a permis à 90% des formations sanitaires de ne pas connaître de rupture de produits contraceptifs sur une cible attendue de 84% en 2020.

effet à raison d'une tutrice pour 10 CSI d'intervention et qui travaillent à temps plein ; 2) un meilleur accès à une gamme de produits et de services de santé pour les femmes et les adolescentes à travers les sorties foraines réalisées par les sages-femmes tutrices accompagnées des relais communautaires au niveau de tous les villages rattachés à ces centres de santé ; 3) le renforcement de l'implication des jeunes dans la santé reproductive à travers l'organisation des camps et des caravanes de sensibilisation sous la conduite des jeunes et adolescentes. Ce partenariat qui a pratiquement démarré au deuxième trimestre 2020 et a été mis en œuvre au niveau de 150 centres de santé des 2 régions cibles à savoir Tahoua (100) et Zinder (50) a permis de recruter 60544 nouvelles utilisatrices de PF sur une cible globale attendue au niveau du pays de 100000.

L'UNFPA et Pathfinder International ensemble pour outiller les femmes et les adolescentes à faire face à leurs besoins sanitaires

Il s'agit d'un projet test pilote sur l'auto administration de DMPA/SC au niveau de 4 CSI des districts sanitaires de Balayara et de Niamey IV. Ce projet vise essentiellement à apprendre aux femmes et aux adolescentes à s'auto injecter une méthode contraceptive en sous cutané.

Cela est particulièrement crucial vu la rareté des ressources humaines en santé au Niger et surtout avec la propagation de la pandémie de la Covid19 qui limite les déplacements. Dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet des animatrices qui sont aussi essentiellement des sages-femmes et des infirmières ont été recrutées à temps plein

pour faire la sensibilisation, le référencement aux CSI et les visites à domiciles des clientes sur l'auto administration de DMPS/SC et une équipe conjointe (DRSP, districts sanitaires UNFPA et Pathfinder) de suivi et collecte des données a été mise en place.

Les résultats obtenus en 2020 sont encourageants car sur les 139 femmes ayant accepté et effectué la 1ère, 2è et 3è auto-injection, 138 ont été certifiées aptes à s'auto injecter sans l'aide d'un prestataire soit 99.3%. Une perspective de mise à l'échelle est envisagée pour l'année 2021.

Toutes ces interventions (partenariat stratégique avec PSI, clinique mobile, tutorat, acheminement des produits contraceptifs et matériels au dernier km) mises en œuvre en 2020 ont permis de recruter un total de 113 140 nouvelles utilisatrices dont 60 544 des CSI PSI, 13434 de la clinique mobile et 39 162 de tutorat pour une cible annuelle attendue en fin d'année de 100 000 nouvelles utilisatrices, soit un taux de recrutement de 113 %.

Coronavirus : au Niger, des sages-femmes déjouent les pronostics les plus pessimistes

La décentralisation des soins pré et postnataux a fait augmenter le nombre d'accouchements assistés tout en accélérant la planification familiale

Article paru dans le Monde Afrique le 7 novembre 2020

Par Morgane Le Cam (Niamey, envoyée spéciale)



Niamey, le 17 septembre 2020.

C'est un jeudi comme tant d'autres à la Direction de la planification familiale du Niger. Ce 17 septembre, dans cet établissement sanitaire de Niamey, la capitale, des dizaines de femmes prennent leur mal en patience avant d'entrer en consultation. « Vous voyez, il y a du monde. La vie a repris son cours, comme avant le pre-

mier cas de Covid », déclaré le 19 mars, se félicite le docteur Issoufa Harou, en arpentant le vaste hall animé par les cris de bébés. Le directeur de la planification familiale du ministère de la santé laisse poindre un sourire en coin quand on lui parle des différents rapports qui, au printemps, prédisaient que le coronavirus allait être une catastrophe sur cette terre sahélienne.

Champion mondial de la procréation avec un taux de fécondité de 7 enfants par femme, le Niger cristallisait les inquiétudes dans la sous-région. « Tout le monde pensait que ça allait être un désastre, ici. Les gens disaient que les femmes enceintes ne pourraient pas être suffisamment suivies, qu'elles accoucheraient davantage chez elles et donc que le risque de mortalité maternelle et infantile allait augmenter. Mais rien de tout ça n'est arrivé. Au contraire », s'enorgueillit le médecin.

Équipes de santé mobiles

Sur ces terres reculées, c'est la décentralisation des soins post et prénataux qui permettent de traverser la crise sans hécatombe. Cette stratégie, en place depuis quatre ans, a été fortement renforcée depuis 2019. Ces derniers mois, 80 sages-femmes, 40 infirmières et trois gynécologues ont même été recrutés pour constituer et former, partout dans le pays, des « équipes mobiles » chargées d'assister les femmes enceintes directement à leur domicile. Un moyen de continuer à accompagner celles qui, au début de l'épidémie, « préféreraient mourir chez elles en brousse plutôt que d'aller au centre de santé, de crainte d'attraper le virus. Heureusement, nous avons déjà mis en place ces équipes mobiles » assure Aïshatou Zada, une des sages-femmes du programme, pour qui « la peur liée à la pandémie aurait eu des effets dévastateurs bien supérieurs au Covid lui-même ».

Mme Zada, trente ans d'expérience dans la planification familiale, est un mentor au sein des équipes mobiles. Elle a participé au processus d'identification des agents de santé correctement formés qui ont ensuite été envoyés en brousse pour former les membres des futures équipes mobiles. Accompagnées pendant six mois sur le terrain, ces sages-femmes, seront capables de former leurs consœurs là où le besoin de professionnalisation est le plus criant. « Peu de femmes vont au centre de santé pour accoucher parce que les compétences des sages-femmes y sont souvent insuffisantes.



Quand elles sortent d'école, elles n'ont pas encore pratiqué d'accouchement. Alors les équipes mobiles corrigent ce manque de pratique et cela change tout dans la relation à la patiente. Les femmes enceintes comprennent qu'elles sont mieux prises en charge », poursuit la formatrice.

Avec ce renfort, le nombre d'accouchements assistés a augmenté de 14 % entre mars et mai, passant de 10 300 à 11 800. Et ce, malgré la pandémie. Une petite prouesse pour ce pays sahélien où 75 % des femmes des zones rurales n'ont toujours pas accès à un accouchement assisté, selon le Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA). Une lacune trop souvent mortelle puisque, au Niger, 2,4 % des bébés meurent avant l'âge d'un mois, selon la Banque mondiale. Une statistique qui cache des drames. Comme celui qu'a vécu Fatima A. il y a quatre ans.

A 20 ans, cette jeune Nigérienne du nord du pays, déjà mère de trois enfants, a perdu son nouveau-né quelques heures après avoir accouché, chez elle, avec l'aide de femmes du village. « Il y a eu des complications. Mon bébé avait du mal à respirer. J'étais convaincue que les femmes allaient le sauver. Mais elles n'ont rien pu faire », soupire-t-elle. Fatima habite à 6 km du premier centre de santé.



Couverture sanitaire désastreuse

Comme elle, la moitié des Nigériens sont à plus de 5 km d'un centre dans ce pays où la couverture sanitaire est globalement désastreuse. Quelque 900 centres de santé intégrés gèrent plus de 22,4 millions de citoyens dispersés sur un territoire grand comme 2,3 fois la France. Aussi, la décentralisation des soins pré et postnataux s'est-elle imposée comme la stratégie d'action la plus efficace.

Les équipes mobiles ont profité de leur rencontre avec les femmes pour leur parler de contraception. « Et si elles ne la souhaitent pas, on essaie de comprendre si c'est leur choix ou celui que leur mari leur impose. Car ce sont souvent les hommes qui font obstacle. Mais on leur fait comprendre que ce choix leur appartient, à elle. Que leur santé est en jeu, pas celle de leur mari », explique Aïshatou Zada, avant d'ajouter en souriant : « On leur dit d'ailleurs qu'il n'est pas obligé d'être informé. »

Malgré la pandémie, entre janvier et mai 2020, 195 000 méthodes contraceptives supplémentaires ont pu être fournies à des Nigériennes qui, jusque-là, n'en utilisaient aucune. C'est 1 500 de plus qu'en 2019. L'enjeu est de taille, puisque, selon le ministère de la santé, seulement 20 % des femmes utilisent une contraception alors que le Niger figure tout en bas du classement mondial des Nations unies en matière d'indice de développement humain (IDH) et qu'il devrait voir sa population tripler d'ici à 2050.

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/11/07/coronavirus-au-niger-des-sages-femmes-dejouent-les-pronostics-les-plus-pessimistes_6058897_3212.html

La qualité des soins améliorée pour réduire la mortalité maternelle et néonatale et prévenir la fistule obstétricale

La dotation en matériels SONU accompagnée d'un renforcement des compétences par les mentors a permis d'améliorer la disponibilité et la qualité des services SONU.

Une gratuité des soins à l'accouchement assisté

L'élargissement des mesures de gratuité des soins à l'accouchement assisté dans les formations sanitaires publiques à partir du mois d'août 2020 a contribué à améliorer l'utilisation des services. Toutes les régions ont connu une augmentation du taux d'accouchement assisté d'au moins 5%. Les 103 sites SONU ciblés ont enregistré 69 917 accouchements assistés en 2020. Les connaissances, les aptitudes et les attitudes de 511 prestataires à fournir des soins respectueux et de qualité renforcée dans les SONU dans 84 Sites SONUB ayant bénéficié régulièrement de mentorat clinique. Ainsi, le nombre de sites SONUB ayant exécuté les 7 fonctions SONU les trois derniers mois est passé de 57 en 2019 à 77 SONUB en 2020.

Décentralisation de la prise en charge de la fistule

Dans le cadre du traitement de fistule obstétricale féminine, le Niger a opté pour une décentralisation de la prise en charge avec la mise en service de onze (11) centres de traitement chirurgical de la fistule obstétricale dont un centre national de référence. Les centres ont été dotés en équipement en matériel chirurgical et en consommables médicaux pour opérer les patientes.

Deux camps de réparation de la fistule ont été organisés et ont permis de renforcer les compétences de 22 chirurgiens en réparation de la fistule obstétricale, 27 paramédicaux en soins pré, per et post opératoires et 10 techniciens de surface en prévention des infections. Ce renforcement de capacités a été organisé sous l'encadrement de 5 experts dans le domaine. Au total 469 filles et femmes ont été traitées dont 418 par la chirurgie et 51 par la sonde. Parmi les 418 opérées, 330 filles et femmes (79%) ont bénéficié de la réparation en routine et 88 (21%) dans le cadre de l'organisation de camps. Le taux moyen de succès thérapeutique est de 74%. En outre, 158 cas de prolapsus génital ont été réparés.

Projet de renforcement du système de santé avec un accent sur la santé maternelle, néonatale et infantile

Le but du projet est d'accélérer la réduction du taux de mortalité maternelle, néonatale et infantile et d'améliorer le fonctionnement du système de santé au Niger à travers l'amélioration de l'accès à des services de santé maternelle, néonatale et infantile (SMNI) de qualité dans le pays et la promotion des services de santé maternelle, néonatale et infantile par le changement des comportements à travers la mobilisation des communautés ;

L'UNFPA s'est chargé du volet renforcement des capacités institutionnelles en matière d'organisation d'un système de Référence et contre référence

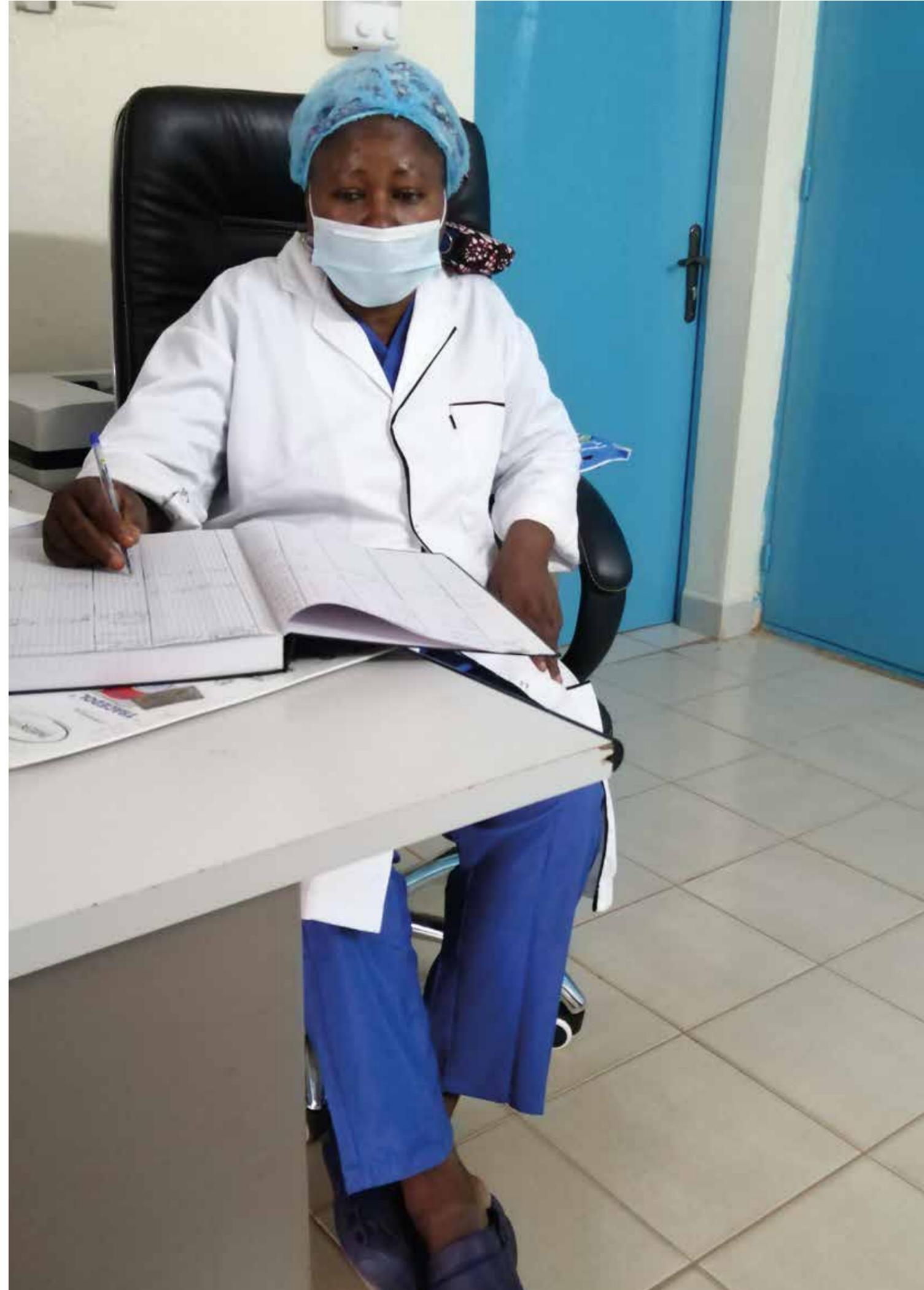
(RCR) pour les soins obstétricaux et néonataux d'urgence (SONU) et des activités connexes notamment le renforcement des capacités des ressources humaines en matière de prise en charge des complications obstétricales et néonatales.

A ce titre, 55 ambulances à quatre roues motrices pour le système de référence et contre référence, un système de kit de communication HF, kit antichocs de tamponnement utérin ont été mis à disposition. De même, des médicaments pour la prise en charge des complications obstétricales ont été achetés.



Deux sages-femmes staff et un médecin de l'UNFPA déployés à la clinique des Nations Unies pour appuyer la riposte face à la pandémie du COVID

Pour assurer la continuité dans la fourniture des services médicaux de qualité en faveur du personnel des Nations Unies et de leurs dépendants dans la riposte contre le COVID, l'UNFPA a donné une suite favorable à la demande de la Coordinatrice Résidente en déployant deux sages-femmes staff du bureau et un médecin consultant auprès de la clinique des Nations Unies pendant 3 mois.



Copyright photos : Olivier Girard - UNFPA

Nos sincères remerciements à tous nos partenaires



Spotlight Initiative



LUXEMBOURG
AID & DEVELOPMENT



UNFPA Niger - 428, Avenue du Fleuve Niger Niamey
Tél : +22720722980 / +22720723982
Email : niger@unfpa.org - <https://niger.unfpa.org/fr>